

# L'Allemagne de SARKOZY



*La dernière lubie de Sarkozy est « le modèle allemand ». Il tente de nous faire croire à un prétendu miracle qui passerait par plus de compétitivité et moins de « coût du travail ». Mais, une fois encore, le président se moque de la population et oublie de préciser le prix payé par les salariéEs allemandEs.*

**P**our justifier son nouveau tour de vis antisocial, Sarkozy n'a plus que le modèle allemand à la bouche. Il est vrai que le haut niveau des exportations, l'excédent commercial, les grèves rares, le taux de chômage, ont de quoi faire rêver la bourgeoisie française. Pour autant les évidences sarkoziennes ne sont souvent qu'un maquillage des réalités. Deux exemples :

- **PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX** : deux fois plus lourds en France, d'après Sarko ? Faux. Au-delà des différences de structure, « leur coût global pour l'employeur est sensiblement le même », c'est la Cour des comptes qui le dit. De même pour la TVA (7% du PIB). Idem pour les impôts.
- **35 HEURES** : pour les officines patronales et leurs relais, c'est là l'origine de nos maux. Mais pour l'OFCE par exemple, c'est

1 879 heures par an en France contre 1 694 en Allemagne. Cela dit, l'Allemagne est bien pour les capitalistes un pays à imiter. Regardons-y de plus près.

- **LA RÉGLE D'OR** : en gros « il faut zéro déficit public en France, puisque ça marche en Allemagne ». Résultat : des restrictions au détriment de la qualité des équipements publics et des plus démunis.

SUITE PAGE 2



**REGARDS** Entretien avec Yaroslav Nikitenko, militant écologiste russe.  
Page 2

**AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES !**

**CAMPAGNE Poutou 2012.**  
Pages 4 et 5

**INTERNATIONAL** Communiqué de la Gauche révolutionnaire syrienne.  
Page 9

**Agenda**

**9 février, Mamans toutes égales, meeting, Bagnolet.** Le collectif Mamans toutes égales organise en partenariat avec le Groupe des associations de Bagnolet un meeting public. RV à partir de 19 heures au Cin'hoche, 6 rue Hoche.

**10 février, médias, projection-débat, Achères.** Le comité local Attac 78 Nord et le Cinéma Pandora d'Achères vous proposent un ciné débat après la projection du film *Les nouveaux chiens de garde*, réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat. Débat avec Yannick Kergoat, réalisateur et co-animateur d'Acrimed sur le thème : « Médias, pouvoirs et contre-pouvoirs ». RV à 20h15 au cinéma Pandora d'Achères. Entrée 6 euros ou 4,5 euros.

**10 février, Pérou, projection débat, Paris.** La mobilisation contre le projet Conga, populaire, massive, pacifique et d'une ampleur inégalée, provoque la première grande crise du gouvernement Humala. Avec l'intervention de : Casa Santa Fé en Paris, Tierra y Libertad, Colectivo de Peruanos en France et le soutien de France Amérique latine. Entrée libre dans la limite des places disponibles. RV à 21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217 bd St-Germain 75007 (M° Solferino).

**11 février, débat unitaire, mesures alternatives face à la crise, quelles alternatives, Saint-Denis.** À l'appel de responsables nationaux de mouvements politiques (PCF, Parti de gauche, Gauche unitaire, FASE, Convergences et Alternatives, Les Alternatifs, Gauche anticapitaliste, NPA) et avec la participation d'animateurs et animatrices du mouvement social, une réunion publique unitaire a lieu à l'Université de Saint-Denis. Voir p. 11, programme.

**11 février, Syrie, manifestation, Paris.** Manifestation de soutien à la lutte pacifique du peuple syrien à Paris et en régions. À Paris, RV à 14 heures, rue de Turbigo, M° Temple.

**11 février, Ali Ziri, manifestation, Argenteuil.** Le collectif « Vérité et Justice » pour Ali Ziri, composé d'une trentaine d'organisations politiques, syndicales et associatives, et de citoyenNEs, appelle à une marche de protestation. RV à 14 heures, parc de la mairie d'Argenteuil en direction de la sous-préfecture. (lire p. 10)

**11 février, égalité salariale, réunion publique, Bobigny.** Dans le cadre de cette campagne unitaire, réunion publique avec interventions des militantes à l'initiative de la campagne. Avec les témoignages de femmes du commerce, de femmes de chambre, des services à la personne, etc. RV de 14h30 à 18 heures - Bourse du travail de Bobigny (M° Pablo-Picasso)

**12 février, BDS, action, Perpignan.** Tractage et sensibilisation du public au boycott des produits israéliens, notamment les dattes Jordan Valley et Méhadrin, présentes en nombre dans les magasins de la place Cassanyes à Perpignan. RV à 10 heures, place Cassanyes, au feu de la banque populaire.

# L'ALLEMAGNE DE SARKOZY N'EST PAS LA NÔTRE

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

- **LES SALAIRES** : entre 1993 et 2010, leur part est passée de 73 à 64% du revenu national. Ce gel, unique en Europe, explique presque seul la compétitivité allemande.
- **LE SALAIRE MINIMUM** : en France, c'est une misère : 7,23 euros net de l'heure. En Allemagne, il n'existe pas de minimum légal. Il y a des négociations annuelles par branches et par régions, donc avec de fortes disparités. Et les conventions collectives ne couvrent bientôt plus que 50% des salariéEs. Un million de personnes gagnent moins de 5 euros brut de l'heure, 2,4 millions entre 5 et 7,50, 7 millions moins de 8 euros. Le syndicat DGB (6 millions de membres) réclame 8,50 euros.
- **MINIMA SOCIAUX** : en France, on a le RSA à 473,93 euros pour une personne seule. En Allemagne c'est « Hartz IV » : 369 euros plus le « loyer chauffé ». Cela concerne 8 millions de personnes, dont un quart d'enfants.
- **LE CHÔMAGE** : 10% en France, moins de 6% en Allemagne. Mais à quel prix ? L'indemnisation ne dure qu'un an, le chômeur a l'obligation d'accepter la deuxième proposition d'emploi, sinon c'est l'aide sociale et l'obligation de travailler pour un euro de l'heure pour avoir droit à l'allocation... à

condition de prouver qu'on n'a aucune ressource personnelle ni familiale. Et cela qu'on ait cotisé deux ans ou 40 !

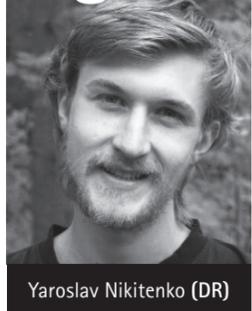
- **PRÉCARITÉ** : sur les 36 millions de salariéEs qui ont un boulot, seuls 23 millions ont encore un CDI à temps plein. Il y a 6 millions de précaires qui gagnent en moyenne 48% de moins que les CDI : cela donne, pour le même travail, 7,91 euros au lieu de 15 euros.
- Il y a aussi les emplois à temps partiel, complétés par un autre petit boulot. Ce sont les 7 millions de « mini jobs » à moins de 400 euros par mois (un emploi sur dix), avec zéro cotisation pour le patron et une couverture sociale minimale pour le salarié.
- **PACTES POUR L'EMPLOI** : « ah, si tout le monde s'était donné la main, on aurait pu éviter la perte de 100 000 emplois industriels en trois ans ». Tu parles... En Allemagne, les dirigeants syndicaux des grandes entreprises sont souvent dociles et intégrés au management. Depuis l'accord chez Volkswagen en 1994, ils poussent à échanger baisses de revenu et flexibilité contre le maintien (souvent partiel) de l'emploi. Le sort du reste du salariat ne les intéresse guère. D'où la volonté d'amener les syndicats français à accepter ces

« accords compétitivité-emploi » négociés entreprise par entreprise. La garantie d'y perdre pour le plus grand nombre.

Mais là où le prince du mensonge dit vrai, c'est quand il se délecte à nommer les responsables de la plupart des mesures qui lui plaisent tant : le gouvernement Schröder-Fischer (« socialiste » et Vert) entre 2003 et 2005. Comme les syndicats ont laissé faire au nom de la « défense de la compétitivité du pays », les salariéEs n'ont pas eu d'autre choix que d'« accepter des sacrifices », subissant ainsi les conditions imposées par le patronat. Comment s'étonner alors que le nombre d'arrêts de travail pour surmenage ait augmenté de 80% en dix ans ? On est là bien au cœur du « merkozyisme » : utiliser la crise pour imposer les exigences de l'aile marchande du capital aux travailleurs de France et aux autres. Plutôt que de raviver les préventions « anti-Boches » à grands renforts de cocoricos, c'est à ce niveau qu'il faut construire la résistance, ici où le système social reste encore un obstacle sérieux à « la concurrence libre et non faussée », tout en en recherchant les convergences par-delà les frontières.

**Pierre Vandevoorde**

## regards



Yaroslav Nikitenko (DR)

Propos recueillis par Vincent Gay

# Russie, non à la destruction par Vinci de la forêt de Khimki

Entretien avec Yaroslav Nikitenko, activiste écologiste russe, invité en France par Europe Écologie Les Verts le 27 janvier dernier.

**Tu es, en Russie, un des activistes qui s'opposent à la destruction de la forêt de Khimki, peux-tu nous expliquer l'origine de cette lutte et les événements récents auxquels vous avez dû faire face ?**

La forêt de Khimki est située près de Moscou. C'est une forêt qui date du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui a toujours été protégée, elle a connu l'époque des tsars, la Russie soviétique, mais on se demande si elle va survivre à Poutine. En effet, depuis 2007, celui-ci veut en détruire une grande partie pour construire une autoroute entre Saint-Petersbourg et Moscou, afin de faciliter l'accès à un aéroport, et également créer des commerces. Un partenariat entre le gouvernement russe et la multinationale française Vinci est à l'origine du projet, et des entreprises sous-traitantes russes dirigées par des amis de Poutine s'occupent des travaux. Avec des groupes d'activistes, en majorité moscovites mais également d'autres villes voire d'autres pays, nous avons décidé de résister et d'occuper la forêt pour empêcher la coupe des arbres. Les travaux ont commencé en 2011, et l'été dernier, nos campements de résistance ont été attaqués par des milices néonazies – dont certains membres portaient des insignes SS – payées par la compagnie chargée d'abattre les arbres. Plusieurs militantEs ont été blessés et arrêtés par la police. Aujourd'hui les travaux ont été arrêtés à cause de l'hiver, mais nous maintenons notre vigilance en demeurant dans la forêt chacun notre tour.

**Dans la forêt de Khimki vous avez été attaqués par des bandits néonazis. À Moscou y-a-t-il ce genre d'attaques ou d'autres formes de répression ? Et comment voyez-vous les suites ?**

Pendant les manifestations, il y a eu de la répression de la part de la police. Sergueï Oudaltsov, leader du Front de gauche russe, une organisation de la gauche fondée récemment, a été condamné à dix jours de prison pour la huitième fois, ce qui a suscité de nouvelles manifestations. Moi-même j'ai été arrêté pendant une de ces manifestations et aussi condamné à dix jours de prison ; c'est là que j'ai passé le réveillon du 31 décembre. Malgré tout, nous ne désarmons pas. Si depuis la fin de l'année, il n'y a pas eu de nouvelle manifestation, c'est que nous préférons préparer des manifestations moins fréquentes mais plus massives, et la prochaine aura lieu le 4 février\*.

**Tu étais venu au camp de résistance au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en juillet dernier, pourquoi ?**

Comme pour la forêt de Khimki, Vinci est un acteur essentiel de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Nous sommes confrontés aux mêmes types de problèmes, quand une multinationale comme Vinci, avec l'appui des pouvoirs politiques, particulièrement corrompus en Russie, pour détruire des zones entières, forêts ou terres vivrières. On essaye donc d'exprimer notre soutien aux opposants à l'aéroport, tout comme nous cherchons à obtenir des soutiens en France, face à Vinci. Face à ces pouvoirs économiques et politiques, on doit résister tous ensemble.

**On a vu, dans plusieurs villes russes, d'importantes mobilisations après les élections de décembre. Qu'en penses-tu ?**

Les élections ont eu lieu le 4 décembre, en attendant les présidentielles le 4 mars. Ce mouvement a été très surprenant, car la société civile russe est très faible en Russie. La population a été choquée par le retour prévisible

de Poutine aux commandes du pouvoir. Les blogueurs et les journalistes indépendants se sont mobilisés très rapidement, des comités et des organisations se sont créés, avec une très grande diversité politique. Par rapport à la défense de la forêt de Khimki, c'est vrai que notre lutte a été un peu effacée par les manifestations contre le pouvoir, malgré une prise de parole d'un de nos leaders à Moscou. Cela dit, on pense que la priorité est de virer Poutine et contrôler le pouvoir, car c'est en virant Poutine qu'on pourra sauver la forêt.

\* La manifestation a réuni quelque 120 000 personnes.



Les 9 et 10 juillet, Yaroslav était présent lors de la mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)



# Quand les chiffres tombent... l'atome doute

Le rapport de la Cour des comptes sur le coût du nucléaire met au grand jour le vrai prix de cette énergie.

Cette fois, nul ne peut considérer qu'il s'agit d'élucubrations d'écolos gauchistes: Le rapport de la Cour des comptes sur les coûts de la filière nucléaire, demandé par le gouvernement, a été rendu public le 31 janvier dernier et vient bel et bien apporter de l'eau au moulin du mouvement antinucléaire. Car ce document est une véritable mine d'informations et de conclusions inédites. C'est la première fois qu'une telle étude est rendue publique. Cela démontre, une fois de plus, le manque de démocratie et de transparence concernant cette industrie. Évidemment ce rapport est concomitant à la catastrophe de Fukushima et à la pression de l'opinion publique et du mouvement antinucléaire qui obligent les élites du pays à rendre des comptes.

## UN PASSIF EXORBITANT...

Deux remarques préliminaires pour comprendre ce document: 1) le rapport ne comptabilise que les dépenses liées au coût de la production électronucléaire civile; 2) toutes les sommes d'argent sont actualisées et données en euro pour l'année 2010. La Cour évalue les dépenses totales effectuées depuis 1957 à 188 milliards d'euros, dont 55 pour la recherche, soit à peu près 1 milliard par an! Et 121 pour la construction du parc nucléaire (58 réacteurs). Avec un coût unitaire au mégawatt (MW) qui ne fait qu'augmenter en fonction de l'année de construction de chaque réacteur. Pour Fessenheim, construite en 1978, le coût est de 1,07 million d'euros/MW, alors

que pour la centrale de Chooz construite en 2000, le coût par MW s'élève à 2,06, du fait de l'augmentation des exigences de sécurité.

## ...ET DES COÛTS À VENIR INSUPPORTABLES AGGRAVÉS PAR LA CRISE FINANCIÈRE

En effet, afin que EDF et Areva puissent financer les frais colossaux, et sans cesse revus à la hausse, liés au démantèlement des centrales en fin de vie et à la gestion des déchets, un système de financement à travers l'acquisition d'actifs financiers – qui sont principalement des actions cotées en Bourse et des obligations – a été mis en place depuis 2006. Il est fondé sur la logique du capitalisme casino et la crise financière a montré le danger de ce type de placement. Comme le souligne la Cour des comptes, la crise financière et plus particulièrement la crise des dettes souveraines des pays de la zone euro remettent en cause la sûreté de ces placements.

## LE NUCLÉAIRE COÛTERA ENCORE PLUS CHER

Pour la maintenance des installations, EDF prévoit pour la période 2011-2025 des investissements de l'ordre de 55 milliards d'euros, soit 3,7 milliards chaque année avec un impact de 10 à 15% sur le coût de production. Il faut y ajouter le coût unitaire des futurs réacteurs EPR compris entre 3,1 et 3,7 millions d'euros/MW avec un coût de production entre 70 et 90 euros/MWh, équivalent à celui de l'éolien selon la Cour, en réalité supérieur. Or, en 2022, 22 réacteurs arriveront en fin de vie. Si la France continue «l'aventure du nucléaire», soit ces réacteurs seront remplacés par onze EPR, une option que la Cour, dans son rapport, juge «très peu probable» car bien trop coûteuse, soit EDF demandera une prolongation de leur durée de vie. Cela signifiera des investissements lourds pour garantir la sûreté des installations dont le danger intrinsèque est aujourd'hui reconnu.

Mais selon le rapport, ni la Cour des comptes ni EDF ne sont en mesure d'en estimer le montant!

## SORTONS DU NUCLÉAIRE! C'EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE!

Le NPA ne cesse de le dire: le nucléaire s'avérera bientôt l'énergie la plus chère de toute l'histoire de l'humanité.

Sans être aussi catégorique, le rapport de la Cour des comptes confirme que même d'un point de vue économique, le nucléaire n'est pas une solution viable. Il s'agit d'une technologie qui coûte de plus en plus cher et son prix ne fera qu'augmenter sans nous prémunir des risques. Le NPA se prononce pour une sortie du nucléaire en moins de dix ans, au travers d'un scénario faisant appel aux économies d'énergie et au développement massif des renouvelables.

Maurice, Claude et Frédéric



Par Yvan Lemaitre

## GUÉANT ET SARKOZY DANS LA PEAU DU FN

La propos tenus par Guéant devant le congrès de l'UNI, organisation étudiante proche de la Droite populaire, la droite de l'UMP, affirmant que «toutes les civilisations ne se valent pas» sont une véritable provocation. Le ministre de l'Intérieur fait semblant de s'étonner de la polémique qu'il a déclenchée. L'hypocrite! Le choix des mots est calculé, la suite de son argumentation visant ouvertement la communauté musulmane le prouve s'il en était besoin. Au point que même Alain Juppé s'est senti obligé de dire que la formule était «inadéquante». Inadéquante? Pas pour Guéant et Sarkozy qui le soutient. S'ils ne savent pas s'ils réussiront à écartier Marine Le Pen de la campagne présidentielle, ils veulent gagner son électorat. En bon démagogue, Sarkozy oscille du populisme de droite à l'extrême droite populiste... Guéant n'est que son homme de main, un ministre de l'Intérieur zélé pour faire le sale boulot, sans états d'âme, prêt à tout. Ses propos flattent les préjugés xénophobes et racistes, visent à stigmatiser les populations d'origine étrangère et oublient les ravages, les guerres et les crimes du colonialisme et de l'impérialisme contre les peuples opprimés perpétrés au nom de «la civilisation occidentale» avec la bénédiction de l'Église. Hollande n'a pas trouvé d'autre réponse que «Guéant ferait mieux de s'occuper de la société plutôt que de faire des phrases sur la civilisation»! Il fait semblant de ne pas comprendre pour s'indigner: «Moi, je fais de la sécurité un enjeu au quotidien». Au lieu d'accuser, il vient sur le même terrain que son adversaire comme si, sérieusement, il s'agissait de «cette question de l'insécurité qui intéresse beaucoup de nos concitoyens». Le souci de Sarkozy et Guéant n'est ni la civilisation ni la sécurité des citoyens mais bien la lutte pour le pouvoir, pour imposer leur politique au service des classes dominantes. Les petites phrases de Guéant, Sarkozy et Le Pen sont un poison. Ils veulent diviser le monde du travail pour mieux faire passer leurs attaques. Le seul antidote, l'unité des travailleurs, quelle que soient leur origine, leur «civilisation», leur couleur de peau.

## En défense du droit de grève dans l'aérien

Près de 800 salariés sur l'aéroport de Roissy dans une manifestation réunissant toutes les catégories de personnels, d'Air France à Aéroports de Paris, aux nombreuses entreprises sous-traitantes, sûreté, bagages... Une manifestation nombreuse et combative, mais qui n'a pu déborder l'encadrement policier massif obligeant par exemple à laisser libre une voie de circulation. Un succès cependant, du niveau des manifestations opposées à la contre-réforme des retraites. Une manifestation où ont pu prendre la parole Nathalie Artaud et Philippe Poutou. Plus de 400 à Orly, avec la jonction dynamique et massive des salariés de l'industriel Air France (250), et de ceux de l'aéroport. Manifestation qui a complètement débordé le dispositif policier. D'abord en envahissant et bloquant les quatre voies de la N7. Puis en faisant capoter la cérémonie d'accueil d'Angela Merkel, la chancelière allemande. Les manifestants, s'avisant de la

présence au Pavillon d'honneur de nombreuses voitures officielles et de la Garde républicaine en tenue, ont changé de parcours. Et la Garde est remontée piteusement dans son car, tandis que les grandes portes du Pavillon se fermaient... Le cortège s'est ensuite dirigé vers Orly Ouest, avec de brefs affrontements avec les CRS, puis vers l'aéroport Orly Sud, dans lequel les manifestants ont réussi à pénétrer, les CRS n'étant plus assez nombreux pour garder toutes les portes. Beaucoup de jeunes dans ces manifestations, beaucoup de colère. Dans toutes les entreprises confrontées aux attaques sur les salaires, à la précarisation et flexibilité, l'attaque contre le droit de grève unifie les salariés. Contre les patrons, contre ce gouvernement qui accentue les injustices, du fils de Sarko rapatrié par avion spécial pour une petite gastro, au nouveau PDG d'Air France qui démarre à un salaire d'embauche de 900 000 euros... alors que beaucoup de salariés

peinent à boucler leur fin de mois. Les mouvements en province (Toulouse, Marseille...) ont été également bien suivis. La grève des pilotes et stewards est forte aussi, provoquant l'annulation de nombreux vols. Les convergences sont possibles mais se heurtent à de nombreux réflexes corporatistes qu'il faut surmonter. À l'image du comité central d'entreprise d'Air France qui se tient vendredi 10 février: ce jour-là, la direction d'AF va annoncer la dénonciation de la plupart des accords d'entreprise régissant la rémunération et le temps de travail de tous les personnels, sol et navigants, prélude à une offensive généralisée. En même temps, risque d'y être annoncée, la possible mise en faillite du CCE lui-même, du fait du retrait des cotisations des navigants à cet organisme.



Prélude à une offensive généralisée contre les personnels, autant sol que navigants. La mobilisation est bien partie, elle peut encore grandir! Les anticapitalistes y tiennent toute leur place!

Jo Ghost

# POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



## En campagne

### Rendre coup pour coup

À quelques semaines de l'élection présidentielle, le gouvernement essaie de mener le plus d'attaques possible contre les salariéEs. Face à cela, la riposte doit être immédiate.

Plus que jamais, l'idée d'une trêve électorale est bien loin de caractériser la situation à seulement deux mois et demi du premier tour de l'élection présidentielle. Avec l'approfondissement de la crise, les travailleurEs et les peuples subissent toujours plus gravement les attaques des bourgeoisies à la recherche d'une solution sauvegardant profits et dividendes. Dans ce registre, Sarkozy et ses acolytes ne sont pas en retrait avec la dernière série de mesures annoncées la semaine passée dont les deux plus redoutables, la TVA antisociale et les nouvelles attaques contre le code du travail. Dans la foulée, l'arrivée des feuilles de déclaration fiscale met en évidence que le gel du barème de l'impôt sur le revenu pour deux années consécutives, 2012 et 2013, risque de rendre impossibles de nombreuses familles et de faire changer de tranches des milliers d'autres avec une augmentation pouvant atteindre 12,5% pour certainEs. Suicide politique pour les uns, affolement et servilité devant la dictature du capital, volonté de baliser le débat électorale pour les autres, le pouvoir en place ne nous laisse qu'une option, riposter dès maintenant.

#### RIPOSTE SOCIALE

C'est la voie qu'ont choisi depuis des mois les Fralib, les postierEs, les Lejaby, les salariéEs du nettoyage et tous ceux qui résistent et défendent leurs droits sans attendre les lendemains qui chantent. Et c'est bien un des enjeux de notre campagne : rendre visibles ces résistances, en être le porte-parole. Face aux tentatives d'instrumentalisation par le gouvernement du combat des SeaFrance ou des Lejaby, nous leur affirmons notre soutien inconditionnel. Les assauts racistes de Guéant, les attaques contre le droit de grève dans le transport aérien, l'intervention policière à La Poste montrent la détermination du gouvernement. Cette détermination justifie plus que jamais une riposte immédiate. Si le gouvernement a fixé au 17 février la première rencontre avec les confédérations syndicales, Bernard Thibault a annoncé lors du meeting au Zénith, une journée européenne de mobilisations pour le 29 février. Les organisations syndicales empêtrées dans leur refus de la politique de la « chaise vide » cautionnent ainsi, de fait, le calendrier fixé par Sarkozy et sa politique de pseudo-dialogue social. L'antisarkozysme affirmé par B. Thibault lors d'un meeting ne saurait se limiter à une dénonciation, si virulente soit-elle. La seule garantie pour battre Sarkozy, barrer la route à Le Pen, s'opposer à l'alignement de la politique d'un gouvernement à majorité socialiste sur celle du « merkozysme », réside dans le développement des luttes sociales. La campagne de Mélenchon, parsemée de Rafales, de franchouillardises, reste ambiguë sur le refus de payer la dette, l'expropriation complète des banques et surtout d'un silence bruyant sur la participation de membres du Front de Gauche à un gouvernement à majorité socialiste, tout en avançant plus ou moins discrètement, sur les « réservations » de places aux législatives. Le refus de la TVA antisociale, du nucléaire et de toutes les discriminations, l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail, les moyens pour vivre pour toutes et tous, les moyens humains et matériels pour le secteur public, autant de combats qui manifestent le refus du plus grand nombre de payer la crise dont sont responsables bourgeoisies et gouvernements à leur solde. Notre campagne n'est pas une campagne de témoignage mais d'engagement à la lutte pour bousculer le rapport de forces, s'engager dans un changement de société.

Robert Pelletier

### Du Mélenchon en rafale

La semaine passée fut riche pour le Front de Gauche, avec un Jean-Luc Mélenchon sur tous les fronts.

Bien loin du *Qu'ils s'en aillent tous*, l'ouvrage de Lilian Alemagna et Stéphane Allès : *Mélenchon, le Plébéien* révèle « l'amitié » ou du moins l'affinité avec le « collègue » Serge Dassault pour lequel JLM témoigne du respect ! Dans ce même ouvrage, le lecteur aura la confirmation de l'appartenance à la franc-maçonnerie, « *Église de la République* », l'admiration pour Mitterrand et tant de choses qui forcent le trait d'une certaine originalité à l'image du parcours de l'ancien sénateur. Le passage de ce dernier à la Matinale de France Inter lui a permis de développer certaines idées étonnantes. Dès le départ, Jean-Luc Mélenchon se félicite de la vente de *Rafales* à l'Inde, ventant, cocarde bleu-blanc-rouge au vent, l'avion de guerre français « *avion extraordinaire* ». Le cocardier déplorant même le transfert de technologie vers l'Inde « *risqué et dangereux* ». Naturellement, la brèche étant ouverte, nous passons tout simplement par le biais du désarmement, à la négation de l'impérialisme Français ! Oui en effet, « *Nous les Français, nous ne menaçons personne ni n'agressons personne* », quid de l'Afghanistan et des pays d'Afrique ? De même que la notion de territoire de la République irait jusqu'à la Guyane et surtout la « Nouvelle-Calédonie ». Nos camarades Kanaks seront rassurés puisque la France « *n'agresse personne* » comme nous avons pu nous en apercevoir



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/THOMAS MITCH)

récemment dans le film *L'ordre et la morale* de Matthieu Kassowitz. Ce passage radio permettait au moins aux anticapitalistes de constater que nous avons bien des divergences avec Jean-Luc Mélenchon dont le républicanisme porte des valeurs auxquelles nous nous opposons. Pour finir de se convaincre, il fallait également aller voir le site *cadremploi.fr* où l'on apprend que les cadres sont « *l'élite intellectuelle de ce pays [...] avec une conscience politique extraordinaire* ». C'est cette dernière qui

sera, apprend-on, l'avenir de la révolution. Au passage l'ancien ministre y défendra sa réforme, le Lycée des métiers, qu'il avait mise en œuvre au sein du gouvernement Jospin, réforme qui avait fait l'unanimité des syndicats contre elle, sans regrets donc... Nul doute que Mélenchon « *trop intello* » n'était pas cette semaine en train d'écrire son roman d'amour (interview dans *Gala*). **Thibault Blondin**

### Hollande, le sous-marin nucléaire

Visitant la base des sous-marins nucléaires de l'île Longue dans le Finistère, le candidat socialiste en a profité pour parfaire sa panoplie d'homme d'État responsable. Au menu : dissuasion nucléaire et engagement budgétaire. « *Je suis venu ici marquer l'exigence qui est la nôtre de garder notre force nucléaire* ». C'est ainsi qu'Hollande s'est exprimé à l'issue de la visite du sous-marin *Le triomphant*... En cas de victoire en mai, le candidat socialiste compte bien placer ses pas dans ceux de ses illustres prédécesseurs : maintenir la doctrine de dissuasion nucléaire française. « *Elle est la riposte dès lors que nos intérêts vitaux sont menacés* », a rappelé François Hollande. « *Je*

*voulais marquer [...] l'exigence qui est la nôtre de maintenir la capacité de dissuasion nucléaire, qui est la condition de notre indépendance et une force utile à la paix* ». Travailler à la paix en préparant la guerre, la justification de tous les impérialismes, petits comme grands... Cette visite a aussi permis à François Hollande de revenir sur ses engagements concernant la politique de défense qu'il mènerait s'il était élu. Il lancera un livre blanc sur la Défense pour préparer une loi de programmation 2014-2020. « *L'armée sera soumise aux mêmes règles que tous les budgets : modernisation et efficacité* ». Mais que les belliqueux de tout poil se rassurent, Hollande ne veut pas entendre parler d'une

éventuelle baisse du budget de la Défense, ni même de réduction d'effectifs : « *Ce qui compte, c'est l'intérêt de la France, avant même les questions budgétaires* ». « *Nous pensons que l'effort de désarmement doit être engagé, poursuivi, la France y prend déjà sa part, et y prendra dans l'avenir également sa participation* » a conclu Hollande. Alors que le candidat socialiste a par ailleurs promis le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, on ne voit pas bien de quel avenir il nous parle. Entre modernisation de l'armée et coopération entre les peuples, il faut choisir. **Manu Bichindaritz**

### Réunion publique à Besançon



(DR)

Il faisait -10° lors des dernières distributions du 4-pages local écrit collectivement et la colle gelait sur les panneaux avant que les affiches ne soient dépliées... Philippe Poutou est arrivé à Montbéliard pour une distribution de tracts à l'entrée de PSA-Sochaux, suivie d'une rencontre avec des syndicalistes. Pour

le meeting, nous avons mis les bouchées doubles (8000 tracts, 1200 affiches) et ces efforts ont payé : plus de 200 personnes, soit la plus grosse affluence dans nos réunions publiques, y compris pendant les élections européennes avec Alain Krivine. Trois militantEs de la région ont commencé : Bernard pour le collectif Agir contre le chômage, Nathalie pour le comité de locataires de Planoise à la suite d'une mobilisation dans ce quartier populaire et Hervé sur la sortie du nucléaire en dix ans. Philippe a ensuite développé notre analyse sociale et politique, nos réponses à la crise et nos perspectives politiques. La soirée s'est finie par un débat sur notre rapport au Front de Gauche et aux institutions, Philippe a expliqué que l'objectif du NPA était de dégager Sarkozy sans se payer d'illusions sur la politique que mènerait le PS. Nous défendons un programme d'urgence que seul un mouvement d'ensemble peut porter. Si nous nous retrouvons au coude à coude avec des militantEs du Front de Gauche dans des luttes, nos programmes diffèrent sur bien des points et ce n'est pas cette perspective qu'ils ont choisi de défendre dans cette élection. Une question sur les institutions et le dépérissement de l'État a fait dire à un participant en guise de conclusion que « *le NPA avait peut être inventé le trotskysme-libertaire* ».

Correspondant

## Hollande sait-il vraiment à quoi il s'est engagé pour le logement ?

Tous les candidats de gauche ont signé le Contrat social pour le logement de la Fondation Abbé-Pierre. Mais celui-ci est en totale contradiction avec certaines pratiques de ces partis quand ils sont aux commandes.

Tous ceux qui à gauche et au centre étaient invités, considérés comme futurs gouvernants y sont allés et ont signé le Contrat social pour le logement de la Fondation Abbé-Pierre.

Quelques extraits de ce Contrat<sup>2</sup> : « Les politiques du logement successives n'ont pas été à la hauteur, voire parfois ont aggravé la situation. [...] amorcer dès 2012 des réformes dans quatre directions : production de logements, régulation des marchés, justice sociale et mixité urbaine et sociale. Ce contrat [...] pose les conditions minimales pour rendre possible ce changement. » C'est à l'État de « fixer le cahier des charges et les principes de la politique nationale », d'être « garant du droit au logement et de la solidarité nationale », il doit « se doter des outils nécessaires (et les utiliser) ».

Ainsi, le candidat du PS a pris l'engagement de « réguler les marchés » avec les nombreuses mesures détaillées par la FAP. Pour ce faire, il devra remettre en cause « la concurrence libre et non faussée » de l'Europe... Pour y arriver, le NPA prône un grand service public du logement garantissant l'égalité d'accès et de droit pour tous à un logement, sur le modèle du service public de l'éducation. Côté FdG, L'humain d'abord propose un programme assez détaillé autour de l'idée d'un « service public national et décentralisé du logement, de l'habitat et de la ville ». Pour Eva Joly, « les écologistes prônent un habitat choisi ou chacun, selon ses aspirations et son parcours, puisse devenir propriétaire ou locataire ». Quant à Hollande, difficile de trouver plus que quelques phrases. Mais puisqu'il s'est engagé à suivre le contrat social de la FAP...

**L'ARNAQUE DU TOUS PROPRIÉTAIRES**  
Après des années de désengagement financier de l'État, culminant avec le développement insensé du « tous propriétaires » et des incitations fiscales Scellier, le hold-up sur le livret A et le « 1% », il faudra un peu plus que la volonté de « réguler » pour arracher le gros fromage de l'immobilier à tous ceux qui en profitent : promoteurs, sociétés privées d'HLM, fonds de pension... il faut juste un peu d'anticapitalisme, mais ça ils ne s'y sont pas engagés !

**CONSTRUCTION.** « 500 000 logements

par an, dont 150 000 logements locatifs vraiment sociaux » avec un « plan de conventionnement visant 100 000 logements à loyers accessibles par an dans le parc privé ». Cela correspond aux objectifs avancés par le PS et EELV, Mélenchon parlant de « 200 000 logements publics sociaux par an ».

**LOYERS.** En dix ans, les loyers HLM ont augmenté de 29%, les loyers du privé de 44,2% en moyenne. Le Contrat propose « d'encadrer les loyers du parc privé, et définir les conditions de leur baisse dans les secteurs de déséquilibre excessif ». Hollande emploie à peu près les mêmes termes et Joly ajoute « un moratoire de trois ans sur les loyers ». Nous proposons plus simple : les loyers et charges ne doivent pas dépasser 20% des revenus (le programme du FdG prend la même option).

**EXPULSIONS.** En signant le Contrat, PS, FdG et EELV se sont engagés à « instaurer un véritable système de protection sociale du logement qui remette la prévention au cœur des politiques sociales du logement », « refuser, sans délai, l'expulsion [...] sans solution adaptée, tout en dédommageant les propriétaires ». Mélenchon parle seulement de « trêve des expulsions », mais le programme du FdG et celui d'Eva Joly déclarent interdire les expulsions locatives sans solution de logement. Aujourd'hui, ces partis gèrent des villes et des régions : ils doivent dès le mois de mars tout faire pour y empêcher des expulsions, y compris des squats.

**RÉQUISITION.** Le FdG et EELV veulent faire appliquer la loi ; Hollande n'en parle pas. Il devra au moins appliquer le contrat FAP : « remettre sur le marché des logements vacants en parallèle d'un renforcement des mesures incitatives : généralisation de la taxe sur les logements vacants dans les secteurs tendus, progressivité dans le temps, voire réquisition... »

TOUJOURS PLUS DE MAL-LOGÉS...



### LA FAUSSE SOLUTION SRU

En bref, sur des sujets qui (nous) fâchent. Tous veulent renforcer et faire respecter la loi SRU et ses 20%. Cette loi est inefficace, contradictoire avec l'idée d'un plan national pour construire où et ce dont la majorité a besoin, et trébale l'idée que les HLM sont une gêne qu'il faut répartir. Et tout ça va avec l'Anru, renouvellement urbain sur base de démolitions. Aucun n'envisage de mettre fin aux démolitions dans ce cadre, qui consiste à détruire des logements sociaux pour la plupart de bonne qualité, peu chers et bien situés. Tous reprennent la tarte à la crème de la « mixité sociale » que personne ne peut définir et qui revient à disperser la pauvreté plutôt que d'en traiter les causes. EELV a compris que les habitants refusent leur démolition et propose « un droit d'objection pour les habitants dans

les opérations de démolition pilotées par l'Anru : la politique de démolition doit être reconsidérée, s'adapter aux contextes locaux. » Le FdG est muet sur le sujet, mais que dirait-il puisque les villes dirigées par le PCF démolissent avec l'Anru ?

Avec tous ceux qui étaient rassemblés début janvier à l'appel de la plateforme Logement des mouvements sociaux, Copernic et DAL, espérons que nous saurons rappeler les engagements du candidat Hollande.

**Isabelle Guichard**

1. Philippe Poutou a signé lundi le Contrat social.
2. Texte de l'engagement, pétition : <http://www.mobilisationlogement2012.com/>

## Philippe Poutou à Strasbourg

À Strasbourg, plus d'une centaine de personnes, dont une forte proportion de jeunes et de nouveaux contacts, sont venues jeudi 2 février durant plus de deux heures, assister au meeting de Philippe Poutou (il s'agit de la plus importante réunion publique électorale du NPA depuis sa création à Strasbourg), organisé par l'ensemble des militantEs du NPA67. Une camarade du secteur jeunes est tout d'abord intervenue sur les attaques dont la jeunesse est aujourd'hui la cible et sur nos propositions ; un camarade est revenu, ensuite, entre autres, sur la façon dont se décline la crise en Alsace (temps partiel, fermetures de boîtes, licenciements) rappelant aussi par ailleurs notre participation à la

mobilisation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim. Philippe, lui, a expliqué les raisons d'une candidature anticapitaliste, décrivant les politiques d'austérité en cours et à venir, notre souhait bien sûr de contribuer à dégager Sarkozy mais notre refus, aussi, des futures politiques antisociales que mènerait inévitablement Hollande. Les discussions, par la suite, avec la salle ont principalement porté sur deux points – sans oublier « l'affaire » Mégapload. D'une part, la question des alliances (avec le Front de Gauche et LO) et, d'autre part, le rapport du NPA aux institutions européennes et françaises (si Poutou devenait président...). Philippe a regretté les divisions de la gauche anticapitaliste, rappelé nos combats communs mais aussi nos différences :

LO ne poursuit pas le projet d'un mouvement anticapitaliste large et le Front de Gauche ne souhaite de toute évidence pas clarifier la question de son indépendance vis-à-vis du PS. Sur le second point, nos propositions que Philippe a détaillées s'avèrent effectivement incompatibles avec le système actuel ; il n'est pas question de gérer les institutions antisociales et antidémocratiques pas plus que de faire croire qu'elles seraient réformables. La candidature de Poutou n'est pas là, dans cette campagne, pour créer de nouvelles illusions : il n'existe pas de sauveur suprême, mais la seule et puissante capacité des peuples à prendre en main leurs affaires.

**Correspondant**

### MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

**Vendredi 17 février Nice.**

Réunion publique à 19 heures, FSGT, 27 rue Smolett, arrêt tramway Acropolis.

**Mardi 21 février Beauvais.**

Réunion publique à 19 h 30, Amphithéâtre du Pré-Martinnet, 17 rue du Pré-Martinnet.

**Mardi 28 février Brest.**

Réunion publique à 20 h 30, salle des syndicats, rue de l'Observatoire.

### MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

**Vendredi 10 février Meudon.**

Réunion publique à 20 heures, École Perrault-Brossolette, 177, av de Verdun.

**Mardi 14 février Paris.**

Réunion publique. Rencontre avec Olivier Besancenot et les militantEs du NPA 19 h 30, bar Culture Rapide, 103, rue Julien-Lacroix (à l'angle de la rue de Belleville) Paris 20°. M°Pyramides ou Belleville.

### MÉDIAS AVEC PHILIPPE POUTOU

**Samedi 11 février**

« La voix est libre » à 11 h 30 sur France 3 Aquitaine.

**Jeudi 16 février**

invité de la rédaction sur Vivre FM (93.9) à 8 h 05.

**Vendredi 17 février**

La Matinale sur i-Télé à 7 h 45.

**Mercredi 22 février**

Sud Radio, 8 h 05.

### MÉDIAS AVEC OLIVIER BESANCENOT

**Mardi 14 février**

La matinale sur Canal+ à 7 h 45.

À SUIVRE SUR  
[www.poutou2012.org](http://www.poutou2012.org)

# LE FORUM SOCIAL

**D**ans un contexte de crise du système capitaliste sans précédent, dans une conjoncture sociale bouleversée jusqu'alors par des initiatives contestataires inédites, le Forum social thématique (FST) s'est tenu du 24 au 29 janvier dernier à Porto Alegre, sous le thème « *Crise capitaliste, justice sociale et environnementale* ». Ce forum se situe dans la continuité des Forums mondiaux précédents, en particulier le FSM de Belém en 2009, celui de Dakar en 2011, des mobilisations de protestation contre le G20 en novembre 2011 à Nice, des activités alternatives à Durban, en Afrique du Sud fin 2011 et de tant d'autres rencontres... Ces initiatives, absolument nécessaires à l'accumulation de forces et à la création d'un front de résistance, ont vocation à répondre aux incessants pillages de cette planète perpétrés par les grandes puissances mondiales.

Ces pillages seront institutionnalisés à Rio, en juin prochain, lors de la conférence intergouvernementale promue par les Nations unies, sur le thème du « développement durable ». Cette conférence anniversaire, 20 ans après celle qui avait mis sur le devant de la scène le concept de développement durable, a pour thèmes « *L'économie verte dans le contexte du développement durable* » et « *L'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel pour le développement durable* ». Sous couvert de politique écologique, c'est bien d'une offensive du capitalisme vert qu'il s'agit. Les peuples du monde et les divers mouvements sociaux ont donc raison de se mobiliser pour préparer la riposte.

En juin 1992, un sommet appelé « Planète Terre » se tenait à Rio. À cette occasion, la biodiversité était traitée comme une ressource : 23,8% de la biodiversité de la planète a été livrée aux multinationales pour accroître toujours leurs profits. Le Sommet Rio+20 risque d'offrir les 76,2% de matière vivante restants à la voracité du capital. Les capitalistes, qui ont déjà poussé très loin la logique d'exploitation des travailleurs, s'attaquent désormais aux derniers espaces de nature protégée, aux dernières ressources naturelles. La nature, considérée comme une richesse à exploiter et dont il faudrait s'accaparer, laisse entrevoir une possibilité de nouvelle phase d'expansion du capitalisme... C'est là toute la logique du capitalisme vert.

Dans ce cadre, les plus grandes transnationales revisitent leurs productions sous le drapeau de l'économie verte. Acquisitions stratégiques, exploitation de nouveaux secteurs industriels, utilisations expérimentales de plantes pour produire de l'énergie, des aliments... Les firmes s'approprient la biodiversité pour l'exploiter, la transformer, et finalement commercialiser de nouveaux produits. Les plantes sont alors transformées – à travers la biologie synthétique ou les manipulations génétiques – en combustibles liquides, en énergie, en produits chimiques, en plastiques, etc. Plusieurs pays de l'OCDE ainsi que plusieurs groupes industriels envisagent d'utiliser la bio-économie afin de gagner de nouvelles parts de marché dans les pays du Sud... au nom du « développement propre ».

Plus de 170 000 milliards de dollars sont en jeu dans la nouvelle bio-économie (énergie, produits chimiques, plastiques, produits alimentaires, textiles, produits pharmaceutiques, commerce du carbone et foresterie). Les groupes BP, Shell, Total, Exxon, Cargill, ADM, Du Pont, Syngenta, Weyerhaeuser, BASF... se livrent à une bataille féroce pour empocher la plus grosse part du gâteau.

Ce nouveau cycle du capital ouvre un immense espace aux transnationales, par l'accaparement des terres et des ressources naturelles, par la transformation des plantes alimentaires, fibreuses, des algues et tout type de matière végétale en produits industriels. Ces firmes cherchent à anticiper la rareté des énergies fossiles futures, et, en même temps, elles participent au redéploiement de l'économie et s'efforcent d'obtenir un rôle hégémonique dans le cadre du système.

Difficile d'imaginer la portée colossale de ce qui nous attend dans la prochaine période. Malgré cela, les participants au FST, les différentes organisations associatives, syndicales et politiques, enthousiasmées par les innombrables témoignages des militantEs tunisienNEs, des IndignéEs de Wall Street, de l'État espagnol, de Grèce, du Chili, etc. ont donné rendez-vous en juin prochain, à Rio afin de manifester leur détermination à préserver les acquis des êtres humains et de la planète.

**Béatrice Whitaker**

## Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux

**N**ous, les peuples de tous les continents, nous sommes réunis à l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social [...]. La décolonisation des peuples opprimés et la lutte contre l'impérialisme sont les principaux défis des mouvements sociaux du monde entier. Dans cet espace, nous rassemblons notre diversité pour établir des programmes et des actions communes contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et toute forme de discrimination et d'exploitation.[...]

Partout dans le monde, les gens souffrent des effets de l'aggravation d'une crise profonde du capitalisme, dans lequel les agents (banques, sociétés transnationales, conglomerats médiatiques, institutions internationales et soumis aux gouvernements) cherchent à tirer parti de leurs profits grâce à une politique interventionniste et néocolonialiste.[...] La logique d'exclusion de ce modèle ne sert exclusivement qu'à enrichir une petite élite soit dans les pays du Nord, soit dans les pays du Sud, au détriment de l'immense majorité de la population. La défense de la souveraineté et de l'autodétermination, et la justice sociale, économique, environnementale et de genre sont essentiels pour affronter et surmonter la crise [...].

Le réchauffement climatique est le résultat du système capitaliste de production, de distribution et de consommation. Les sociétés transnationales, les institutions financières, les gouvernements et organisations internationales à leur service ne veulent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Maintenant, ils essaient d'imposer une « économie verte » comme une solution à la crise alimentaire et environnementale qui, en plus d'aggraver le problème, résulte de la commercialisation, la privatisation et la financiarisation de la vie. Nous rejetons toutes les fausses solutions à ces crises, comme les biocarburants, les cultures OGM, la géoingénierie et le marché du carbone [...].

La réalisation de la Déclaration de Rio 20, au mois de juin à Rio de Janeiro, 20 ans après l'ECO 92, renforce la centralité de la lutte pour la justice environnementale en opposition au modèle de développement capitaliste. La tentative de verdissement du capitalisme, accompagnée de l'imposition de nouveaux instruments de l'économie « verte », incite les mouvements sociaux à renforcer la résistance et à jouer un rôle majeur dans la construction de véritables alternatives à la crise.

Nous dénonçons la violence contre les femmes, exercée régulièrement comme un outil de contrôle sur leur vie et leur corps, et la surexploitation croissante de leur travail, utilisé pour amortir l'impact de la crise et maintenir les constantes marges bénéficiaires des sociétés. Nous luttons contre la traite des femmes et des enfants, et les préjugés raciaux. Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre et la lutte contre l'homophobie et la violence sexiste.

Les puissances impérialistes utilisent les bases militaires et étrangères pour créer des conflits, contrôler et piller les ressources naturelles et promouvoir les dictatures dans de nombreux pays. Nous dénonçons les faux discours des droits humains qui justifient souvent les occupations militaires. Nous nous exprimons contre la violation persistante des droits humains et la démocratie au Honduras, en particulier en el Bajo Aguán, les assassinats des syndicalistes et des militants sociaux en Colombie et le blocus criminel contre Cuba. Nous luttons pour la libération de cinq Cubains emprisonnés aux États-Unis illégalement, contre l'occupation illégale des îles Malouines par la Grande-Bretagne, la torture et les occupations militaires promues par les États-Unis et l'Otan en Libye et en Afghanistan.

Nous dénonçons le processus de néocolonisation et la militarisation sur le continent africain et la présence de l'Africom. Notre lutte est aussi pour l'élimination de toutes les armes nucléaires et contre l'Otan.

Nous exprimons notre solidarité avec les luttes des peuples du monde contre la logique néocoloniale et prédatrice des industries extractives et minières multinationales, en particulier la lutte

du peuple de Famatina, en Argentine, et dénonçons la criminalisation des mouvements sociaux.

Le capitalisme détruit la vie des gens. Cependant, chaque jour naissent de multiples luttes pour la justice sociale, d'éliminer les effets laissés par le colonialisme et pour que toutes et tous aient une qualité de vie décente. Chacune de ces luttes implique une bataille d'idées qui rend les actions essentielles pour la démocratisation des médias, désorganisés et contrôlés par les grands conglomerats, et contre la privatisation de la propriété intellectuelle. Dans le même temps, nous développons une communication indépendante et nécessaire afin de contrôler nos processus stratégiques. Engagés dans nos luttes historiques, nous défendons le travail décent et la réforme agraire comme le seul moyen de donner une impulsion à l'agriculture familiale, paysanne et indigène, pour atteindre la souveraineté alimentaire et la justice environnementale. Nous réaffirmons notre engagement dans la lutte pour la réforme urbaine comme un outil clé dans la construction de villes justes avec des espaces participatifs et démocratiques. Nous soutenons la construction d'une autre intégration, basée sur la logique de la solidarité et le renforcement des processus tels que l'Alba et l'Unasur.

La lutte pour le renforcement des services publics, l'éducation, la science et la technologie au service des peuples, ainsi que la protection des savoirs traditionnels, deviennent incontournables, depuis sa commercialisation et la privatisation.[...]

Nous affirmons que les peuples ne devraient pas continuer à payer pour cette crise systémique et qu'il n'y a pas de solution dans le système capitaliste!

Ces défis exigent d'articuler nos luttes et de nous mobiliser massivement.

Inspiré par l'histoire de nos luttes et par la force transformatrice des mouvements du printemps arabe, d'Occident à Wall Street, de la « colère » et la lutte des étudiants chiliens, l'Assemblée des mouvements sociaux appelle les forces des acteurs populaires de tous les pays à développer des actions de mobilisation coordonnées au niveau mondial pour contribuer à l'émancipation et à l'autodétermination de notre peuple, au renforcement de la lutte contre le capitalisme.

Nous appelons tous à renforcer la Rencontre internationale sur les droits de l'homme au Honduras et à renforcer la solidarité avec le Forum social Free Palestine, le renforcement du mouvement mondial de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre l'État d'Israël et sa politique d'apartheid contre le peuple palestinien.

Prenons les rues le 5 juin, une journée importante de mobilisation contre le capitalisme mondial. Nous appelons à renforcer le Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale, contre la marchandisation de la vie et à défendre les biens communs contre le sommet Rio+20. Si le présent est de lutte, l'avenir est à nous!

**Assemblée des mouvements sociaux  
Porto Alègre, le 28 janvier 2012**



# AL THÉMATIQUE

## « La lutte contre le capitalisme est une lutte contre le système productiviste »

*Esther Vivas, militante altermondialiste, a participé à différents mouvements dans l'État espagnol, divers pays en Europe, des Forums sociaux européens et mondiaux, des mobilisations anti-sommets internationaux – G8, l'OMC, l'Otan... Elle fait partie de l'organisation Izquierda Anticapitalista et de Revolta global en Catalogne, auteure de Del campo al plato (Icaria editorial, 2009) et Supermercados, no gracias (Icaria editorial, 2007).*

*Sa présence au Forum social thématique (FST) à Porto Alegre a enrichi les débats sur l'écocapitalisme, sur les IndignéEs en Catalogne. Tout est à nous ! a voulu faire partager ses impressions aux camarades qui sont restés en France. Elle nous fait part de l'état d'esprit des participantEs du FST, des enjeux de Rio+20, face à la détermination des gouvernements du Sommet Rio 2012 en juin prochain.*

Un des enjeux les plus importants que nous avons vus à ce Forum social thématique ici, a été d'établir une route de Porto Alegre à Rio+20, une route qui est aussi en train de se construire depuis le sommet alternatif aux négociations des Nations unies à Durban. Il est aussi nécessaire de dénoncer l'économie verte, le capitalisme vert, qui cherche à transformer les biens communs et les ressources naturelles en marchandises. Ces questions sont centrales ici en Amérique latine, mais aussi dans d'autres pays du Sud. Mais au-delà de ce thème, une autre question fondamentale est de savoir comment intégrer les nouveaux cycles de luttes, les nouveaux mouvements sociaux issus du Printemps arabe, ensuite des IndignéEs en Europe, des expériences d'Occupy Wall Street, etc., à la centralité de la question écologique, climatique et environnementale. Mais aussi, comment nous intégrons cette lutte pour la justice sociale contre la crise et contre la dette, contre les privatisations en marche, qui se réalisent en Europe, aux États-Unis, avec la lutte pour la justice climatique que nous sommes en train de mener en Amérique latine et dans d'autres pays du Sud. Par conséquent, le grand enjeu est d'intégrer la lutte pour la justice sociale à la lutte pour la justice climatique. Les peuples indigènes qui résistent face aux luttes contre la

spoliation de leurs ressources naturelles, contre les impacts environnementaux très graves causés par les multinationales dans leurs territoires, doivent jouer un rôle clé dans les mobilisations de Rio+20, et devant la guerre sociale et politique. Nous devons être capables d'inclure les contributions qu'ils nous offrent sur le « bien vivre », les apports qu'ils nous présentent sur les relations entre les sociétés, sur les droits sur la terre, sans tomber dans l'idéalisme gratuit, démontrant qu'ils sont aussi capables d'intégrer leurs perspectives et leurs revendications.

Du point de vue des participantEs du FST, à Porto Alegre, ils sont des activistes sociaux, des militants sociaux, et cela nous a donné l'opportunité d'échanger des expériences, de chercher des convergences entre les mouvements sociaux, ce qui est un élément très important. Je crois que du dernier Forum social mondial à Dakar à ce Forum social thématique, il s'est passé un an pendant lequel l'indignation, le malaise, les révoltes populaires ont secoué une partie très importante de la planète, notamment l'Europe. C'est palpable maintenant et ici dans ce FST. Les gens sont en train de reprendre confiance en l'action collective permettant de changer les choses. Il y a un esprit de lutte positive face à cette crise écologique, sociale, économique que nous affrontons.

En outre, il est fondamental que les succès des mouvements sociaux, des organisations syndicales et politiques aussi en Europe, puissent faire partie de notre agenda, qu'ils soient parties prenantes de notre rendez-vous à Rio+20. La crise climatique et écologique est un élément central de l'actuelle crise du système capitaliste parce qu'elle menace la vie dans la planète. Par conséquent, il faut l'intégrer dans nos analyses, dans nos mobilisations. Cependant, le fait est qu'en Europe, ce qui est au centre du calendrier politique maintenant, c'est la lutte contre les suppressions d'emplois, pour les salaires, la lutte contre la dette et l'austérité, contre les privatisations, ce qui, paradoxalement, étaient des thèmes centraux en Amérique latine et dans les pays du Sud au cours des années 1980-1990-2000. Malgré ce calendrier marqué par les luttes contre la profonde crise sociale et économique, nous devons être capables de faire le lien entre ces luttes et celle contre la crise écologique et climatique, car les deux sont définitivement et extrêmement liées.

La lutte contre le capitalisme est une lutte contre le système productiviste qui ne prend pas en compte les limites de la planète Terre. Par conséquent, nous devons avoir une stratégie de lutte anticapitaliste, mais aussi profondément socialiste. **Propos recueillis par Bea Whitaker**

## Bloquer le projet d'économie « verte »

*Interview de José Corréa, membre du Grap (groupe organisateur du FST de Porto Alegre 2012).*

### Quel bilan tirez-vous de ce FST ?

Je pense que le FST a été un moment important et un succès. Ce n'était pas gagné d'avance, mais on a compté entre 50000 et 60000 personnes qui ont participé à 600 activités ayant pour thèmes : le sommet des peuples de Rio+20, la crise capitaliste, la justice sociale et la justice environnementale. Je crois que le premier point très positif a été la construction de la mobilisation vers le contre-sommet de Rio+20.

### Que va-t-il se passer à Rio ?

L'ONU va organiser, 20 ans après la première Conférence sur le climat de Rio, une conférence sur une des stratégies de sortie de crise qu'est l'économie « verte ». L'importance du FST a été de faire la lumière sur ce projet nommé « draft zéro » qui est une avancée sans précédent sur la marchandisation de la nature, totalement inacceptable par tous les mouvements sociaux. La question de la nouvelle gouvernance de cette économie « verte » sera posée aussi à Rio. Par exemple, si les gouvernements européens décident une taxe carbone sur les vols, il faut des institutions pour appliquer cette règle à l'échelle globale. À Rio sera donc décidée une nouvelle forme de régulation du capitalisme qui n'a pas d'autre but que de garantir encore plus de profits sur la base de nouveaux marchés « verts ».

### Quelle est la démarche du Forum contre cette économie « verte » ?

Tout d'abord, nous avons compris que nous devons anticiper le processus parce que les accords entre gouvernements vont vite être bouclés. Maintenant, nous pourrions intervenir dans le processus de négociation pour tenter, en réalité, de bloquer les négociations ou les initiatives qui cherchent à légitimer ou justifier une nouvelle avancée de la marchandisation de la nature. Il faut vraiment bloquer cela, c'est une attaque contre les biens communs qui nécessite une forte réaction de tous les mouvements sociaux de la planète. Pour cela, nous avons articulé différemment ce forum pour qu'il soit réellement une force de proposition.

### Quelles propositions sortent de ce forum ?

Nous avons mis en place des groupes de travail (biens communs, finance, santé, éducation...) qui ont produit des analyses et propositions, et vont continuer à travailler jusqu'en mai. Nous avons mis en place une commission de systématisation avec Pablo Solon, Genevieve Azam, Edgardo Lander et moi-même. Elle agira en discussion avec la coordination générale des mouvements sociaux et du sommet des peuples pour rédiger un contre projet au « draft zero » qui sera proposé à la négociation pendant la conférence des Nations unies de Rio. Nous voulons proposer une vision alternative de société que les mouvements sociaux pourront s'approprier. Nous voulons réellement des bases programmatiques, de nouvelles alternatives au système capitaliste et pour l'union des mouvements sociaux à l'échelle planétaire.

### Des campagnes concrètes ont-elles été mises en place ?

Nous partons de Porto Alegre avec des initiatives importantes : la mise en place d'une campagne internationale contre l'économie « verte » qui sort d'ici bien structurée. Il est arrivé quelque chose de très important, surtout pour l'Amérique latine : une union entre les organisateurs du Forum et les acteurs qui privilégiaient l'Assemblée des mouvements sociaux. Ce rapprochement se fait sur la base d'une évaluation selon laquelle nous entrons dans une nouvelle période historique, qu'il y a de nouveaux acteurs, de nouvelles formes de lutte, de nouvelles questions de société posées. Et nous devons consolider ce processus d'union d'une manière ou d'une autre.

### Comment se matérialise cette union ?

Une concrétisation de cette union se fera pendant la journée de mobilisation mondiale le 5 juin 2012 contre la crise capitaliste et la destruction de l'environnement décidée pendant l'Assemblée des mouvements sociaux du 28 janvier pendant le Forum. Un autre point important, nous avons discuté de ces initiatives, pour que s'y associent les mouvements des IndignéEs européens (Espagne, Grèce), les mouvements « occupy » (USA et Angleterre), des militantEs du Printemps

arabe et le mouvement chilien dont nous avons invité des représentants ici à Porto Alegre. Par exemple, Occupy Wall Street va organiser une action dirigée vers l'ONU pendant Rio+20 dans le cadre de leur « Printemps américain » qui commencera le 1<sup>er</sup> mai 2012.

### Quel est le calendrier des rendez-vous internationaux ?

Première étape, nous faisons un séminaire en mai à Rio pour unifier le travail des groupes thématiques et rédiger un contre « draft zéro ». Puis, nous bâtissons la mobilisation la plus massive possible à l'échelle planétaire pour le 5 juin 2012. À Rio+20, du 18 au 23 juin, pendant le sommet des peuples, nous allons continuer le processus d'union des mouvements sociaux, notamment ceux issus de la crise, et tenter de bloquer la mise en place de l'économie « verte ». Puis en juillet se tiendra le Forum social du Maghreb/Machrek qui aura lieu à Monastir (près de Tunis) du 10 au 14 juillet 2012 avec, nous l'espérons, une dynamique régionale très importante. Le but est d'alimenter programmatiquement et par échange d'expériences les mouvements sociaux à l'échelle planétaire.

**Propos recueillis par Julien Terrié**

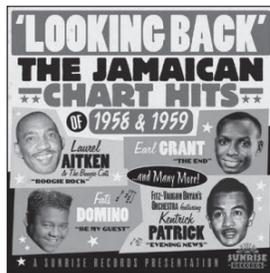


Réunion publique dans le camp de la jeunesse du FST. (JT)



Un an après les révolutions du printemps arabe, France Ô diffuse, mercredi 15 février, deux documentaires à ne pas rater.

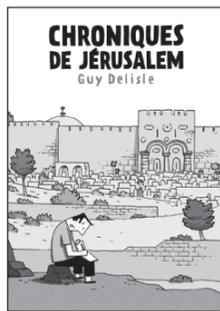
À 20h35, dans le cadre de l'émission *Investigations*, *Une Jeunesse tunisienne* nous emmène de Sidi Bouzid à Tunis, à la rencontre de jeunes, artistes, cyber-activistes... qui donnent leur regard sur le pays aujourd'hui. À 22h55, avec *les Chants de la liberté*, c'est la bande-son de la révolution, de la Tunisie (El General) à la Syrie (Eslam Jawaad), en passant par l'Égypte (Arabian Knightz) que ce documentaire vous fera découvrir.



**MUSIQUE**  
**LOOKING BACK: THE JAMAICAN CHART HITS OF 1958-1959**

Sunrise records  
Voici un double CD qui devrait ravir ceux qui aiment pratiquer l'art précieux de l'archéologie musicale. Et même s'il s'agit d'un import, il se trouve facilement à un prix correct sur le net. Cette sélection rassemble les morceaux qui faisaient danser les premiers sound-system de Kingston, alors encore sous le joug de l'empire britannique, mais déjà les oreilles dirigées vers les States (et un peu de calypso de la Trinidad voisine). La jeunesse jamaïcaine s'avérait particulièrement avide d'un rythme n'blues et pré-rock'n'roll un rien tape-cul qui ensorcelait alors les mauvais quartiers de la Nouvelle-Orléans, avec Fats Domino en héros. C'est de lui que va notamment s'inspirer un jeune immigré cubain du nom Laurel Aitken, qui grave dans la foulée les premiers hits locaux. Bientôt viendra l'indépendance et le ska.

**King Martov**



**BD**  
**CHRONIQUES DE JÉRUSALEM**

Guy Delisle  
Delcourt / 24 euros  
Le jury du 39<sup>e</sup> salon de la BD d'Angoulême a décerné le prix du meilleur album 2012 à une chronique sur Jérusalem. Pas mal pour un festival « officiel » ! Installé avec sa famille à Jérusalem Est dans un village arabe annexé par Israël, Guy Delisle a du mal à trouver ses repères dans cette ville aux multiples visages, animée par les passions et les conflits depuis près de 4000 ans. Au détour d'une ruelle, à la sortie d'un lieu saint, à la terrasse d'un café, au restaurant, le dessinateur laisse éclater des questions fondamentales sur la colonisation, le mur de séparation, les check-points et nous fait découvrir une ville de Jérusalem comme on ne l'a jamais vue. Guy Delisle ne s'engage jamais au premier degré mais parvient à maintenir un récit équilibré et souvent drôle. Son dessin au graphisme épuré est toujours sobre, pour ne pas dire simpliste, mais le trait colle parfaitement au sujet et les images bichromiques rendent bien l'atmosphère de la ville. 2012, l'année de la Palestine ?

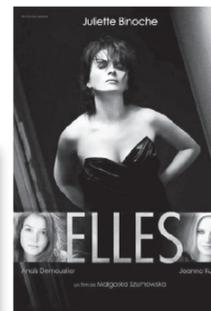
**Sylvain Chardon**



**MUSIQUE**  
**LA RABIA**

Ou comment se battre avec les armes de la musique et des mots. De ces cinq garçons-là, on peut dire qu'ils sont motivés (tiens, aucune fille dans le groupe !), par la musique rock, leur passion et leur talent, par les mots qu'ils utilisent comme des armes militantes parce que le monde n'est pas celui qu'ils voudraient et qu'on peut se battre en se faisant du bien et en en faisant aux autres. Depuis 2009, la Rabia (« la Rage » en espagnol, sévit dans les bistrotts, les scènes alternatives, les rassemblements militants comme l'anti-G8 du Havre en mai 2011, les concerts de soutien et les fêtes comme celles du NPA 93 en 2011 et Paris en 2012. Pour entretenir la colère, on peut écouter leur CD, 12 titres auto explicatifs : *J'ai toujours pas de Rolex, Deux poids deux mesures...* La Rabia sera au Moki (bar Paris 20<sup>e</sup>) le 11 février, et on peut se procurer son disque pour 10 euros en écrivant à : [courrier@la-rabia.fr](mailto:courrier@la-rabia.fr)

**Catherine Segala**



**CINÉMA**  
**ELLES**

Malgoska Szumowska  
Anne, journaliste d'un grand magazine, enquête sur de jeunes étudiantes contraintes de se prostituer. Amis anticapitalistes, n'y cherchez pas une dénonciation d'un système qui conduit de jeunes femmes à se vendre, car vous n'y trouverez que de belles filles fraîches un peu honteuses de mentir à leur entourage et de se mentir à elles-mêmes mais qui revendiquent leur statut. Elles sont, en effet, très satisfaites de pouvoir se payer les derniers articles « fashion » et d'évoluer dans des cadres confortables. Le vrai sujet du film n'est pas là, il réside dans une analyse au vitriol de cette bourgeoisie « bobo », livrée à ses frustrations et à son enfermement libéral. Juliette Binoche (Anne) est parfaite en épouse désirable et délaissée dans ses pyjamas de soie. Au fond, elle envie les jeunes prostituées qu'elle interviewe (Anaïs Demoustier et Joanna Kulig, admirables). On aimerait qu'elle envoie tout péter comme lui demande son grand fils en révolte, mais si des intentions folles la hantent, l'ordre bourgeois reprendra ses droits. Pour combien de temps ?

**Sylvain Chardon**

**l'essai**

**LES CHANTIERS DE JEUNESSE. Avoir 20 ans sous Pétain**

**OLIVIER FARON**  
Grasset  
376 pages  
20,50 euros

OLIVIER FARON  
LES CHANTIERS DE JEUNESSE  
Avoir 20 ans sous Pétain



Créés et longtemps animés par un fidèle de Pétain, le général de La Porte du Theil, pour remplacer le service militaire juste après la défaite de 1940, les Chantiers de la jeunesse française fonctionnèrent jusqu'en 1944 – et même 1945 à proximité d'Auschwitz –, recevant près de 450 000 jeunes gens et formant des milliers de « chefs ». À défaut d'instruction militaire interdite par l'Allemagne, on y recourut aux recettes du scoutisme, aux loisirs du patronage et au ressassement du « Travail, Famille, Patrie » doublé du « Maréchal nous voilà », certains ajoutant en sourdine « les deux mains les deux pieds dans la merde ». Après l'invasion de la « zone libre », les Chantiers furent mis en demeure de fournir de la main-d'œuvre chez l'occupant ou du travail « européen » en France, pour l'organisation Todt et d'autres, et de nombreux mobilisés et cadres se cachèrent ou rejoignirent les maquis. En Afrique du Nord, les Chantiers avaient rallié les troupes de la France libre dès novembre 1942... De là l'image ambiguë, parfois résistancialiste à outrance, prôtée ensuite à cette « institution de la Révolution nationale » dont Olivier Faron offre ici la première étude complète, sans équivoque quant à elle sur le militarocléricalisme des Chantiers. Excellent sur ce plan, son livre est aussi une belle contribution à « l'histoire du temps présent », montrant comment « l'esprit chantiers » a perduré sous les ive et ve Républiques, jusqu'à ce musée créé par l'Amicale nationale des anciens des Chantiers dont Faron n'a su vérifier l'existence (p. 329), mais bel et bien établi à Châtel-Guyon, 21 rue du Commerce, avec écussons et fanions, uniformes et affiches... Quant aux divers projets de « service civique » récemment surgis à gauche comme à droite en prolongement des Chantiers, il demande : « Les jeunes Français du début du XXI<sup>e</sup> siècle ont-ils besoin de ces rites ? »

**Gilles Bounoure**

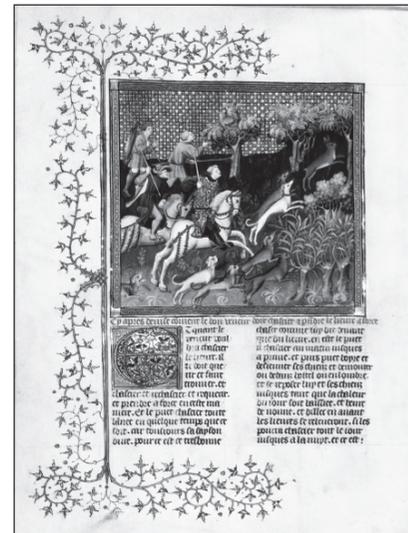
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

**EXPOS « Gaston Fébus, Prince Soleil » d'or et de sang**

Au musée national du Moyen Âge (Paris, jusqu'au 5 mars), puis au musée national du château de Pau (17 mars-17 juin), une centaine d'objets précieux évoquent l'auteur grippe-sou et colérique du fastueux Livre de la Chasse, « despote éclairé » du XIV<sup>e</sup> siècle.

Sous les traits de Jean-Claude Drouot, le Gaston Fébus d'Antenne 2 (1978-1979) n'était-il pas un nouveau Thierry la Fronde, situé lui aussi par l'ORTF (1963-1966) à l'époque de la Peste noire et des premières décennies de la Guerre de cent ans ? Le Gaston historique (1331-1391) au centre de cette exposition fut moins héroïque. Comte de Foix et vicomte de Béarn à 12 ans, il eut pour principale habileté de ne s'allier ni avec le roi d'Angleterre ni avec celui de France, qui gardait pourtant une partie de ses domaines sous séquestre, de tenir à distance de ses forteresses routières et mercenaires pillards, d'encourager le transit par ses routes et péages des objets de luxe continuant en ces temps de misères à circuler entre l'Europe du Nord et l'Italie, et d'arrondir sans cesse le trésor qu'il stockait dans le donjon de son château d'Orthez, établissant un « État tout parfait », selon son panégyriste Froissart (c. 1337-c. 1405) qui lui a consacré un quart de ses *Chroniques*. « Pingre » autant que « flamboyant », comme dit le bon catalogue de l'exposition, Gaston III de Foix était ce qu'on appelle aujourd'hui un « réaliste » (même si les réformateurs « nominalistes » qui ont pu l'inspirer, tel Nicolas Oresme, s'élevaient contre un « réalisme plus ancien ». Sa fortune bâtie sur les rançons de grands seigneurs capturés dans son jeune âge, puis sur les convois de marchandises qu'il protégeait, ne l'empêchait pas sur le tard de

sa vie de percevoir 30 000 francs (300 000 journées d'un ouvrier du bâtiment) pour avoir hébergé quelques années sa cousine Jeanne de Boulogne, avant de la marier à 12 ans au sexagénaire Jean de Berry. Mais Froissart présent à sa cour en 1388, durant la rédaction du *Livre de la chasse*, l'entend dire : « Je suis un petit homme et un pauvre bachelier... un pauvre chevalier que je suis, qui édifie villes et chastels ». Sa sourcilieuse politique fiscale et monétaire lui fit imiter la monnaie de Florence, le dollar de l'époque, et accumuler plus de 700 000 florins. Il put ainsi employer Jean de Toulouse, l'un des meilleurs enlumineurs d'Avignon, à l'illustration de son *Livre de la chasse*, fleuron de l'exposition, pour l'offrir à un autre puissant, son parent Philippe le Hardi duc de Bourgogne. Si ce *Livre de la chasse* fut admiré en son temps et reste l'un des sommets de l'art médiéval tardif, il le doit surtout au naturalisme de son texte et de ses illustrations, autre versant du réalisme bourgeois animant le gouvernement de Fébus. Il ne se réservait pas seulement le privilège de battre monnaie, mais aussi celui de verser le sang, pour les ours, lynx et autres animaux de vénerie qu'il décrit par le menu, comme pour les humains dont il ne dit mot, les 6 000 paysans révoltés qu'il contribua à massacrer en juin 1358 à Meaux, ou son propre fils qu'il tua dans un coup de colère en 1385... Cette exposition, qui



ne cache pas ces aspects noirs, mais qu'on aurait souhaité plus ample et explicative à Paris (transcrire les chartes exposées n'eût pas été de trop), permet d'approcher ce tournant décisif de l'histoire occidentale où grande féodalité et capitalisme naissant se rapprochent, toujours sur fond sang et or.

**Gilles Bounoure**

Gaston Fébus, *Le Livre de la chasse* : « Comment on doit poursuivre le lièvre avec les chiens ». Paris, BNF, Manuscrits, Français 616 ©

## SYRIE **La barbarie n'entamera pas la détermination des masses révolutionnaires**

*Nous publions un communiqué du Courant de la gauche révolutionnaire, groupe de militants marxistes révolutionnaires syriens à l'intérieur et l'extérieur de la Syrie. Il s'est déclaré publiquement en octobre 2011, adopte un document programmatique intitulé «le programme de transition de la gauche révolutionnaire en Syrie». En janvier 2012, ce groupe a sorti son premier journal mensuel, la Première Ligne. Il a également participé au débat en syrie ces deux derniers mois en vue de la création d'une coalition démocratique, laïque et sociale.*

**D**epuis la fin du mois dernier, la machine à tuer et à détruire de la clique au pouvoir s'est accélérée, avec la proposition du plan arabe qui a exigé le retrait du tyran en faveur de son vice-président, en effet les forces militaires et les milices ont envahi nombre de villes et de villages. Ce régime sanguinaire a tiré profit des interminables discussions du Conseil de sécurité – que les gouvernements russe et chinois ont empêché, en utilisant leur veto, d'adopter une résolution le condamnant – pour déclencher l'attaque sauvage et prédatrice de quartiers de la ville de Homs. Elles y ont perpétré un nouveau massacre abject les 3 et 4 février, qui vient s'ajouter à la longue liste des massacres des masses populaires révolutionnaires et déterminées. La barbarie du régime au pouvoir exige une condamnation ferme des forces et consciences vives éprises de justice et de liberté, ces dernières devant appeler à engager des poursuites contre les auteurs des crimes. En dépit des souffrances énormes et des sacrifices consentis par les masses, ce régime assassin a essuyé un cinglant échec lorsqu'il a voulu écraser la révolution et briser la volonté du peuple révolutionnaire. Les masses populaires, de par leur formidable révolution, écrivent les lignes des pages les plus prestigieuses de l'histoire de l'héroïsme, de l'abnégation, du courage et de l'honneur qu'il y a à affronter l'un des pires régimes de la région, en termes de meurtres et de terreur. Elles savent par intuition et par expérience que les régimes concernés par le dossier syrien, ne le sont qu'à travers le prisme de leurs intérêts égoïstes étroits ou à long terme, et ne sont pas mues par les sacrifices et les souffrances du peuple syrien. Les masses ne comptent que sur leurs propres forces et leur volonté qui forceront le régime sanguinaire de la famille Al Assad à tomber. Et elles savent aussi que plus les masses participent à la révolution en atteignant les indécis et les peureux, plus se lèvent et s'étendent les forces du mouvement révolutionnaire brandissant la bannière de la liberté, de l'égalité et de la justice sociale, plus se renforce le support à même d'empêcher de sombrer dans l'ornière ou le marigot confessionnels vers lesquels les poussent le régime en chute libre d'oppression d'Al Assad et les forces de la contre-révolution. Si cela se concrétise, alors le processus révolutionnaire aura soulagé les souffrances et les sacrifices et précipité la chute du régime et s'offriront alors des perspectives d'édification d'une Syrie nouvelle libre,



démocratique et plurielle, basée sur l'égalité entre tous les citoyens, sans discrimination de genre, de race ni de religion. Nous devons empêcher que se répètent les massacres de Homs et tous les autres, perpétrés par la clique au pouvoir. C'est pourquoi nous faisons savoir à ce régime pourri qu'il affronte le peuple syrien dans toutes ses composantes et non pas des quartiers de villes ou une ville par ci et un village par là. Nous lui rétorquons que ce qui va continuer en tous lieux est que celui qui affronte la dictature (laquelle n'a pas de couleur confessionnelle restrictive propre), ce sont tous les Syriens et les Syriennes dans leur combat formidable pour la liberté. Et c'est bien la raison pour laquelle le régime à échoué à briser le mouvement révolutionnaire, et ce, d'autant plus sur une base confessionnelle, et que l'énergie révolutionnaire qui le rejette s'en est trouvée accrue. Et il continuera d'échouer sur ce plan car le peuple syrien est un et uni dans son combat contre la clique au pouvoir. La grève générale déclenchée à la fin de l'année dernière, même si elle est restée limitée, a prouvé qu'elle pouvait paralyser les leviers économiques et militaires du régime et elle a contribué à stimuler la conscience politique des révolutionnaires. Aujourd'hui, alors qu'un mouvement de désobéissance civile de trois jours a été annoncé en protestation contre le massacre de Homs, nous

n'appelons pas seulement tous les militants de gauche à y appeler et à y participer effectivement mais nous les appelons aussi à suivre et à concrétiser les mouvements de grève (par des revendications politiques, économiques et sociales), la désobéissance civile et à y faire adhérer toutes les forces révolutionnaires qui sont les seules à même de paralyser les leviers matériels du régime, et la sauvagerie de sa répression. Militants révolutionnaires Syriens, poursuivons l'extension des mouvements de grève et d'insoumission pour paralyser ce régime sanguinaire par nos luttes communes, par la seule énergie du peuple révolutionnaire de Syrie, qui est illimitée, et poursuivons la construction des comités et des conseils locaux d'autogestion des affaires des masses révolutionnaires, car régime dictatorial est vacillant, en dépit de ses allégations fallacieuses quant à son infaillibilité. La solidarité, l'unité du peuple syrien et sa résistance héroïque, nous rendront possible de faire tomber le régime de la famille Al Assad. Travailleurs, paysans, étudiants, chômeurs et fonctionnaires, opprimés et torturés de Syrie, tous ensemble vers la grève générale de masse au plan national, gloire aux martyrs de la révolution, victoire au peuple syrien, uni, uni...

**Damas, le 5 février 2012**

## ÉGYPTE **Déclaration des Socialistes révolutionnaires**

**Q**uel message voulaient envoyer ceux qui sont à l'origine des crimes commis contre «les Ultras» (supporters du club de football du Caire), et qui ont fait 75 martyrs? Voulaient-ils réprimer des forces et des groupes qui ont participé à la révolution, et qui continuent de s'opposer au Conseil militaire? [...] Le fait que ces crimes se soient passés quelques jours après la levée de l'état d'urgence cherche-t-il à prouver que, sans celui-ci, la sécurité n'est pas assurée? Ou bien encore, ce crime veut-il accréditer un scénario de route vers le chaos incluant des actes de vandalisme? [...] Quel que soit le message que ce crime veut faire passer, la seule réponse des forces révolutionnaires est de dire «Non». Les crimes commis contre les forces révolutionnaires n'arrêteront pas la révolution, et ne terroriseront pas les révolutionnaires. Les responsables de la «bataille des chameaux» de 2011, qui sont protégés par le Conseil militaire, ne parviendront pas à leurs fins. Ils échoueront comme la fois précédente. [...] Les lois d'urgence qui n'ont pas pu protéger Moubarak, ne sauveront pas le maréchal Tantaoui (au pouvoir depuis le 11 février 2011).

La machination actuelle a été mal organisée: elle n'est pas parvenue à masquer la complicité des forces de sécurité qui sont restées pendant des heures sans broncher face aux massacres meurtriers. Celles-ci n'ont pas levé le petit doigt pour protéger les victimes. La seule conclusion que peuvent en tirer les révolutionnaires, c'est que la révolution doit continuer, qu'elle doit remplir sa mission de briser le régime mis en place par Moubarak: le Conseil militaire, qui en constitue l'armature essentielle, n'a jamais cessé de défendre Moubarak et son régime. [...] Les «Ultras» se sont mis en place en Égypte comme réaction spontanée à la domination de la politique du profit et à la rapacité des capitalistes envers le football. Ceux-ci ont transformé le foot en marché publicitaire, augmenté le prix des billets, mis en place un monopole sur la diffusion des matchs, et imposé la barbarie des forces de l'ordre chargés de la sécurité. Les «Ultras» ont été réprimés comme les autres groupes égyptiens s'opposant à l'oppression et à l'exploitation. Il n'était pas surprenant que les «Ultras» prennent leur place au sein de la révolution égyptienne éprise de liberté et de justice. Ceux-ci assument pour

cette cause tous les sacrifices faits par les forces révolutionnaires et militantes, refusant que le Conseil militaire vole la révolution et rétablisse le régime d'oppression et d'exploitation. Le crime qui a été commis lors de l'anniversaire de la «bataille des chameaux» n'est qu'une nouvelle tentative d'affaiblir les forces révolutionnaires après l'échec de la politique de dénigrement, de répression et de tentative de les terroriser. Tout cela n'a pas réussi à pousser les révolutionnaires à la résignation. Les Socialistes révolutionnaires soutiennent les «Ultras» face à ce crime. Il est nécessaire que toutes les forces révolutionnaires et militantes serrent les rangs et soutiennent la révolution. La première de nos revendications, c'est que toute la lumière soit faite sur cette machination, et que soient connues et punies les personnes impliquées, ou qui ont failli à leur devoir face à celle-ci. Vive l'Ultra en tant que groupe militant! Gloire aux martyrs! La révolution triomphera! Honte aux criminels!

**Socialistes révolutionnaires**

## BARHEIN **La répression continue**

**L**a révolte et la répression au Bahreïn ne sont pas un sujet très médiatisé en France depuis que la première révolte dans ce royaume liée au Printemps arabe (celle de février/mars 2011) a été écrasée à partir du 14 mars dernier. Et pourtant, il se passe énormément de choses dans ce pays du Golfe arabo-persique d'un peu plus d'un million d'habitants, qui avait été l'épicentre des mouvements de révolte dans la région du Golfe, l'année dernière. Les manifestations, émeutes et heurts avec les forces de l'ordre étaient presque quotidiens, au cours des dernières semaines. Tout autant que les mauvaises nouvelles liées à la répression, aux prisonniers politiques, à la torture, aux alertes d'organisations de défense des droits humains.

Le 12 janvier, des heurts ont opposé des forces de sécurité du régime à des manifestants appelant à la chute de la monarchie, dans les environs de la capitale Manama. Notamment dans les villes de Diraz, Sitra et Saar, à dominante chiite. Le 13 janvier, on a appris l'hospitalisation d'urgence du militant Nabeel Rajab, après avoir été agressé par la police. Des représentants de l'ambassade des États-Unis, qui a mis la monarchie du Bahreïn sous pression afin qu'elle lâche du lest, ont rencontré ce militant du mouvement de protestation et exprimé leur «inquiétude» sur le comportement des forces du régime. Le lendemain 14 janvier, la mort du jeune Yousif Ahmed Awali a été rendue publique. Il avait auparavant «disparu» entre les mains de la police, mais celle-ci annonça avoir «trouvé son corps» après trois jours de recherche. Sa famille a expliqué que le jeune homme, âgé de 24 ans, était mort sous la torture.

Le 15 janvier, le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa a rendu publique une «réforme constitutionnelle», qui restera cependant très limitée. Elle élargit les pouvoirs du Conseil législatif qui a pour tâche de conseiller le roi, mais n'est pas un vrai parlement, les partis politiques étant en principe interdits dans ce royaume (bien qu'existant sous forme de «blocs» de députés). Matar Matar, porte-parole du principal mouvement d'opposition chiite – du bloc Wefaq – a déclaré que cette réforme était «marginale». Le même jour, on apprit la mort par immolation d'une femme âgée de 59 ans, Badriya Ali, qui était en état de dépression depuis l'arrestation et la torture de son fils Ahmed Mushaima – âgé de 25 ans – en avril 2011. Une femme de 81 ans nommée Salma Mohsin est morte le même jour, asphyxiée par le gaz lacrymogène de la police dont une cartouche avait atterri dans sa maison. Cette nouvelle déclencha, le lendemain, des sévères émeutes dans son village, Barbar.

Le 24 janvier, des heurts avec les forces de l'ordre se sont déroulés dans plusieurs municipalités chiites. 41 policiers et plusieurs manifestants (dont le nombre n'est pas connu avec précision) ont été blessés, notamment à Duraz, Sanabis, Daïr et Al-Ekr. La police anti-émeutes a été attaquée avec des pierres et des cocktails molotov. Le 25 janvier, quatre protestataires ont trouvé la mort. Par ailleurs, depuis le 30 janvier a commencé le procès en appel de plusieurs dizaines de médecins et infirmières, accusés par le régime d'avoir soigné des manifestants blessés (et d'avoir «exagéré leurs blessures pour les médias internationaux») et lourdement condamnés l'année dernière. Les organisations des droits de l'homme suivent la situation du pays avec beaucoup d'inquiétude.

**Bertold du Ryon**

## Finances publiques en grève

Les agents des finances publiques (ex-impôts et Trésor) étaient en grève le 2 février pour dénoncer les suppressions massives d'emplois, les conditions de travail dégradées et les rémunérations à la baisse. Cette grève nationale a été une réussite puisqu'environ un agent sur trois étaient en grève dans tous les services et de nombreux centres ont été fermés au public, obligeant même le directeur général Philippe Parini de reconnaître que le mouvement de grève était « significatif pour la seule DGFIP ». Mais pour autant, la direction est restée de marbre face aux demandes portées par les organisations syndicales sur l'emploi, les missions, les conditions de vie au travail ou encore les rémunérations. Sur le fond, ils ont été clairs : rien ne doit changer, tout doit continuer dans la même voie. Selon la direction, les suppressions d'emplois n'affectent pas la qualité des missions, et peuvent donc continuer sur leur rythme actuel. Il n'y aura donc aucune ouverture de négociations sur la question de l'emploi. Rien de tangible non plus sur la dégradation des conditions de travail, que Philippe Parini nomme non sans provocation « des tensions dans le travail ». Quant aux rémunérations, un non catégorique a été apporté, renvoyant la décision aux négociations de la fonction publique.

Depuis 2002, plus de 25 000 postes ont été supprimés aux finances publiques alors que la charge de travail ne fait qu'augmenter, dégradant un peu plus les conditions de vie de l'ensemble des salariés qui subissent chaque jour toujours plus de pressions. La Révision générale des politiques publiques (RGPP) a intensifié ces suppressions d'emplois : depuis 2008, deux départs à la retraite sur trois ne sont pas remplacés à la direction générale des finances publiques. Et, cerise sur le gâteau, le vote du budget 2012 entérine 2 438 destructions d'emplois supplémentaires. Pour Sarkozy et son gouvernement, ces suppressions sont une nécessité pour réduire les dépenses publiques. Pour réduire la dette et les déficits, il n'y aurait donc pour eux qu'une seule solution : moins de fonctionnaires et moins de service public. Cette politique est désastreuse pour les services publics, pour le budget et pour les salariés. La direction fait la sourde oreille face aux exigences des salariés. Devant cette attitude, une nouvelle intersyndicale se réunira dès le 6 février pour discuter des suites à donner à cette journée de grève réussie qui montre que la colère monte aux finances publiques. La convergence des luttes pour les services publics reste une nécessité.

Sandra Demarcq

## TVA ANTISOCIALE Aucune fiscalisation de la Sécu !

Le financement de la Sécurité sociale n'est pas une question technique ou uniquement économique. C'est avant tout une question politique. Les cotisations sociales ne sont pas « une charge », ni même un prélèvement. Elles sont du salaire, notre salaire collectif, socialisé. C'est le rapport de forces, notamment en 1945, qui a contraint les employeurs à payer des périodes où les salariés disposent librement de leur temps sans contrainte patronale : la retraite, le chômage, la maladie et même à participer aux dépenses médicales et familiales (les allocations). Ce salaire socialisé est un acquis qu'il faut absolument défendre. Il faut préserver la séparation des ressources de l'État de celles de la Sécu. Elles n'ont pas les mêmes origines ni les mêmes destinations. L'impôt (sur le revenu, la TVA) est payé par l'ensemble de la population pour les caisses de l'État. Les cotisations sociales sont versées par les employeurs et alimentent les deux tiers des caisses de la Sécu. Il faut préserver, malgré ses limites actuelles, l'indépendance du budget de la Sécu et de l'État (les cotisations et prestations sont du ressort de l'État, la part de l'impôt progresse dans les ressources de la Sécu, il y a une loi annuelle de financement de la Sécu depuis 1996). Il faut préserver les propres objectifs de la

fiscalité et ceux du salaire socialisé. L'impôt est destiné aux dépenses publiques. Les cotisations sociales alimentent les caisses de la Sécu et de Pôle emploi et ouvrent des droits selon le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». Il s'agit de solidarité entre actif/retraité, entre malade/bien-portant, entre ceux qui ont des enfants ou pas, entre salarié/chômeur (pour Pôle emploi). Il faut préserver les propres caractéristiques des cotisations : elles sont affectées uniquement à la Sécu et aux prestations sociales alors que l'affectation des impôts à une dépense précise est illégale. La CSG créée par Michel Rocard en 1990 s'est substituée aux cotisations sociales. À chaque augmentation (son taux sur les salaires était à l'origine de 1,1 %, il est à 7,5 % aujourd'hui), elle a exonéré davantage les patrons du financement de la Sécu. Son caractère est hybride. Elle est à la fois versée aux Urssaf (Sécu) et à l'administration fiscale. Contrairement aux cotisations, elle n'ouvre pas droit à l'affiliation aux régimes sociaux ni aux prestations sociales. Elle est proportionnelle au revenu et est affectée au financement de la Sécu. Elle pèse essentiellement sur les travailleurs : 85 % de son montant total est prélevé sur les salaires et les revenus de remplacement (pensions, indemnités de chômage, de maladie...) et 15 % sur les revenus

du patrimoine et les produits de placement. Le PS veut « procéder à la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG pour créer un impôt plus progressif et prélevé à la source ». Ce projet est dangereux pour la fiscalité et pour la Sécu. C'est un missile tiré sur le salaire socialisé. Les conséquences sont les mêmes que la TVA sociale : la fiscalisation du financement, l'étatisation de la Sécu. Incluse dans le budget de l'État, son affectation deviendrait totalement aléatoire, plus rien ne garantirait les ressources de la protection sociale. C'est la baisse prévisible de ses recettes. Si nous ne voulons pas payer totalement de notre poche les retraites, la maladie, les dépenses familiales, le chômage, si nous ne voulons pas d'une Sécu complètement démantelée, si nous ne voulons pas que le patronat gagne des points de profits supplémentaires dans la répartition des richesses au détriment des salaires, il faut se battre contre la TVA antisociale, la CSG, pour le retour au financement intégral de la Sécu par des cotisations sociales. C'est le seul moyen de garantir que la Sécu redevienne « à nous », comme le scandalaient les manifestants, une institution indépendante du patronat et du pouvoir politique, contrôlée et gérée par « nous », les salariés, les assurés sociaux/sociales.

Stéphane Bernard

## Violences policières : ça continue !

Jeudi 26 janvier au petit matin, des gardiens de la paix en uniforme et des agents de la BAC ont pénétré au domicile de jeunes militantes nancéennes en défonçant leur porte. Cela après que ces derniers ont refusé de leur ouvrir, en l'absence de commission rogatoire.

L'un d'entre eux a ensuite été frappé et menacé d'une arme de service pointée sur sa tempe alors qu'il ne faisait preuve d'aucune agressivité. Les stigmates de l'agression ont été constatés par un médecin qui a attribué trois jours d'ITT au jeune homme molesté. Les policiers ont déclaré aux occupantes de l'appartement qu'ils cherchaient un de leurs amis, pourtant non domicilié dans leur colocation. Aucun des policiers n'a décliné son identité ni présenté de pièce officielle justifiant leur démarche. Ne l'ayant pas trouvé sur place, ils sont ensuite repartis sans donner plus d'explications, laissant la porte défoncée derrière eux.

Depuis, aucun dédommagement n'a été proposé pour réparer les préjudices d'ordre matériel et moral occasionnés.

Jugeant que les policiers avaient outrepassé leurs droits, les occupantes de l'appartement ont déposé une plainte au commissariat Saint-Léon après que les agents du boulevard Lobau

ont refusé de l'enregistrer.

Il nous paraît indiscutable que l'attitude des forces de l'ordre a été intolérable dans cette affaire et donne à penser qu'il s'agit d'une opération barbusard visant à intimider de jeunes militantes. C'est digne des régimes autoritaires que nos dirigeants, jamais avertis de conseils en bonne conduite démocratique, se plaisent pourtant à condamner.

En conséquence, le NPA 54 Sud demande à la préfecture, en tant que représentante de l'État et relais du ministère de l'Intérieur, de se prononcer sur la conformité de la procédure initiée par ses services, et de veiller à ce que le fonctionnaire responsable des violences ne soit pas laissé impuni.

Cela nous paraît primordial au vu des dérives que l'on peut constater dans les agissements de la police française. Il nous est en effet difficile de ne pas faire le lien entre cette affaire et celle où Denis Godard, militant du NPA Paris, a été victime d'une agression policière extrêmement violente, alors qu'il s'était retrouvé en garde à vue dans le cadre d'une affaire sans gravité, en janvier.

Les agents des forces de l'ordre semblent en effet faire preuve d'un très fort sentiment d'impunité. Ce qui ne peut être étonnant quand on voit par exemple la faiblesse du réquisitoire



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

prononcé par le procureur à l'encontre des policiers responsables de la mort de Hakim Ajimi le 18 janvier au tribunal de Grasse, ou encore les non-lieux prononcés en 2011 dans le cadre de l'affaire liée à la mort de Zayed et Bouna à Clichy-sous-Bois.

Afin que cette affaire ne soit pas passée sous silence et que la préfecture prenne les mesures nécessaires pour empêcher la banalisation définitive de tels comportements au sein des forces de l'ordre, un collectif large antirépression s'est constitué à Nancy, qui se fixe notamment l'objectif d'organiser une manifestation, le 3 mars, afin de dénoncer ces agissements envers les militantes.

NPA 54 Sud

## Résister à la machine à licenciement

Nous avons rencontré quatre militants CGT de Cofinoga, à Mérignac (Gironde) confrontés avec leurs collègues à un « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Sur 2 500 salariés, près de 470 suppressions sont annoncées (397 à Mérignac, plus de 40 à Paris, et une vingtaine dans des antennes locales).

Ils évoquent les dernières années fastes de ce groupe financier avec l'explosion des crédits à la consommation : « les crédits 'revolving' représentaient jusqu'à 78 % du chiffre d'affaires ». Pour les salariés, il n'y a jamais eu grand-chose en retour, et le boulot est dur, notamment « les journées au téléphone », entre relances et renégociations auprès de clients souvent prisés à la gorge. Les camarades de la CGT font remarquer d'ailleurs que « le PSE ne touche pas ces postes, les 'postes commerces', ceux qui sont au contact des clients ». Pour la BNP, Cofinoga était un gâteau intéressant, au point de s'en emparer en 2005 par une « OPA sympathique », propos que rappelle, moqueur, un des délégués. La presse parlait de « pépite » pour ce groupe qui gérait alors plus de 10 milliards de prêts, faisait 120 millions d'euros de bénéfices. La BNP qui venait d'acquiescer Cetelem en 1999 renforçait sa domination dans le secteur... et se donnait les moyens de le restructurer. C'est bien cela qui a commencé, et « depuis 2009, 250 emplois ont déjà

été supprimés, avec les fins de CDD, les départs non remplacés... »

Évidemment, la direction évoque la crise, la loi Lagarde (appliquée depuis juillet 2011, qui encadre un peu ces crédits), mais la vraie raison est simple : en restructurant, « la BNP veut faire une économie de 100 millions ». La BNP a largement les moyens de payer pour maintenir tous les emplois : presque 8 milliards de bénéfices en 2010. Les Galeries Lafayette (l'autre copropriétaire) aussi, avec 525 millions et 44 millions pour Cofinoga.

À l'annonce du PSE, c'est d'abord la stupeur qui a pris le dessus. La machine infernale s'enclenche, distillant le doute et la division. Les militants CGT se disent prêts à discuter de « reclassement locaux au sein de la BNP », mais tout le monde voit bien que l'ampleur du plan laissera du monde sur le carreau. Le 20 janvier, à leur appel, et alors que l'intersyndicale majoritaire (CFDT-CFTC-CGC) s'était publiquement prononcée contre, 200 salariés ont débrayé pour exprimer leur désaccord. Un événement à Cofinoga. Le seul moyen pour résister au PSE. Plus largement, c'est bien la question d'un mouvement d'ensemble pour l'interdiction des licenciements qui est posée, avec ceux de SeaFrance, de Pétroplus, de Lejaby...

François Minvielle

## « On n'enterre pas la vérité »

« Ali Ziri, 69 ans, mort le 11 juin 2009, suite à son interpellation par la police nationale, ici-même » : voici le texte de la plaque posée en hommage à Ali Ziri et qui a soulevé un tollé chez les syndicats de police, d'Alliance au SGP-FO, menaçant de manifester si la plaque n'était pas enlevée.

Et lorsque ces policiers à l'indignation sélective et déplacée sont en colère, ils ouvrent leur carnet d'adresses et utilisent la ligne directe pour s'adresser à leur sauveur suprême, Guéant. Il n'en faut pas plus à ce pourfendeur des « autres civilisations » pour appeler le préfet du Val-d'Oise qui, à son tour, met un coup de pression sur le maire d'Argenteuil, le menaçant de le poursuivre au tribunal administratif pour atteinte à la présomption d'innocence. La municipalité avait dans un premier temps autorisé par arrêté la pose de la plaque, gagnée par les arguments de notre collectif « Justice et vérité pour Ali Ziri », composé d'une trentaine d'organisations politiques, syndicales et associatives et de citoyens ; mais elle a décidé de sa dépose le 1<sup>er</sup> février, alors même que selon plusieurs avocats, la plaque ne présentait rien de diffamatoire et ne portait aucunement atteinte à la présomption d'innocence. L'affaire n'est pas seulement juridique, elle

est d'abord politique : elle laissait entrevoir le retour dans notre ville de Sarkozy, dont la dernière visite s'était soldée par une reconduite à la frontière après les insultes qu'il avait proférées à l'encontre des habitants de des quartiers populaires. Mais là, le scénario était irrésistible pour l'UMP : chevaucher de nouveau les thèmes sécuritaires et racistes, remonter le moral aux intouchables que sont les policiers et dénoncer au passage le PS et son laxisme. Cela n'était évidemment pas trop du goût du staff de Hollande mis au courant de cette affaire Ali Ziri. Il n'en a pas fallu davantage pour que la municipalité jette l'éponge et scie l'arceau sur lequel était apposée la plaque.

Jacques Gaillot, qui l'a inaugurée, avait déclaré : « On n'enterre pas la vérité ». Chacun peut compter sur la détermination de notre collectif pour faire en sorte que cette vérité qu'ils ne veulent pas voir soit taguée sur les murs de la ville à coups de pochoir, et rappelée sur les badges que nous vendrons lors de notre prochaine manifestation, le samedi 11 février à 14 heures du parc de la mairie à la sous-préfecture.

Omar Slaouti



# CINQ SEMAINES POUR GAGNER



(PHOTO THÉRIE ROUGE/JMB)

*Plus de 400 promesses, le résultat est positif, certes, mais insuffisant. Il nous en faut au minimum 500, pas une seule de moins ! La vague de froid n'est pas là pour nous aider, tout comme les partis politiques à représentation parlementaire qui refusent de répondre à notre courrier en vue de lever toutes menaces et pressions sur les éluEs que nous rencontrons. La règle des 500 parrainages est bien une règle antidémocratique et une barrière qui vise à réduire le cadre du débat.*

*Il est absolument impératif, à l'heure où les vagues successives d'austérité s'abattent sur l'Europe, de faire entendre une voix, des voix, qui s'opposent au paiement de la dette et au diktat des marchés financiers. Seuls les anticapitalistes ont une réponse à la crise de ce système de plus en plus inégalitaire.*

*Mais pour porter nos idées dans le débat politique qui s'ouvre, il nous faut gagner ce premier combat, ce premier tour administratif que l'on nous impose. Relever ce défi c'est prouver à l'extérieur que le NPA vit, fort de son implantation militante et de sa volonté d'exister et de défendre nos propositions.*

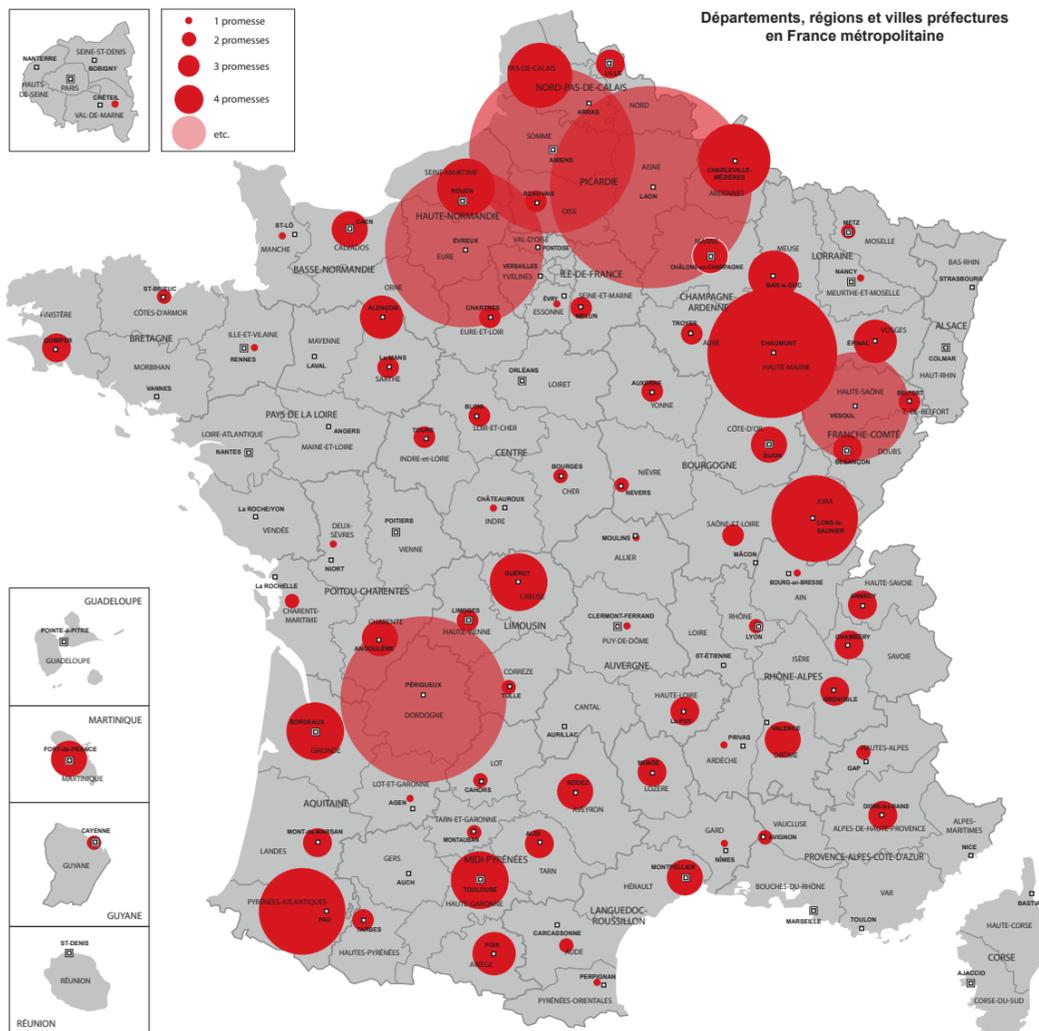
*Pour cela nous avons besoin ces cinq prochaines semaines de toute notre énergie, de temps pour partir sur les routes gagner de nouvelles signatures, transformer toutes les promesses en parrainages officiels, les « récolter » et enfin les déposer le 16 mars, dernier délai. Alors, enfin délivrés de cette contrainte, véritable épée de Damoclès, nous pourrions mener à 100% notre campagne.*

*Dans cette bataille, il y a une place pour chacune et chacun, tout le monde est utile avec ou sans permis, militantEs, sympathisantEs, proches.*

*Les prochaines vacances en février seront l'occasion de partir nombreux sur les routes arracher les derniers indispensables parrainages.*

*Les raisons de se mobiliser ne manquent pas, le courage et la fierté de nos idées non plus, Philippe sera bien le trouble-fête de cette campagne, un ouvrier candidat !*

**Ensemble, c'est possible...**



Nombre de promesses recueillies au 1<sup>er</sup> février

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :**  
François Coustal  
**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®